

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2024
Perspectives 2025

N° 559
Mai 2025

Économie de l'élevage



BAISSE DES PRODUCTIONS OVINES EN 2024 et repli des achats

LAIT DE BREBIS EN FRANCE
Collecte, fabrication et achats en baisse

VIANDE OVINE EN FRANCE
La FCO vient accentuer la baisse de production

RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Meilleure conjoncture, mais contexte sanitaire délicat

PRÉVISIONS 2025
Repli de l'offre mondiale en viande ovine



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : Vincent BELLET, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Théo GUFFROY, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Gilles SAGET.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui de France Brebis Laitière et des Interprofessions régionales à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Merci notamment à l'Association Interprofessionnelle du lait et des produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Jean-Louis BALME (CRAO), Théo BOISTARD (CA 18), Marie BREISSAND (CA 04), Marie CABROL (CA 26), Dominique CANDAU (CA 88), Camille CHAMPION (CA 86), Céline CLEMENT (Synd. ovin 79), Arnaud CUVILIER (CA 60), Fabien DAVY (CA 05), DELMAS (CA 12), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Benoît ESMAENGLAUD (CA 06), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Théo GUFFROY (CA 02), Claire GUYON (CA 84), Cléane HERNANDEZ (CA 21), Elise HOMMET (CA 36), Julia HOUVENAGHEL (CA 08), Laurent KELLER (CA 54), Tania KÖRNER (CA 55), Laura KRZYWKOWSKI (CA 57), Elodie LAGIER (CA 05), Anais LAMBINET (CA 51), Angélique LAMOUREUX (CA 03), Carole LE CREFF (CRA Pays de la Loire), Anne-Julie METIVIER (Maison de l'Élevage 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Mathilde PERRE (CA 43), Aurore PETIT (CA 12), Alix PFAFF (CA Normandie), Romain PLECHOT (CA 32), Aurore PRIEUR (CRA Pays de la Loire), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Marina RAYNAUD (CA 11), Alice RINGUET (CA 13), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA Alsace), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Angelina SOMBRIN (CA31), Julien VAISSET (CA 23), François VALENTIN (CA 48), Catherine VENINEAUX (CA 38), Carole VERSAUAUD (CA 64).

Filière laitière

Jean BEUDOU (CA 64), Marine CRISTOL (CA 48), Benoit DELMAS (CA 12), Bixente DOYHENARD (CA 64), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Sandrine MARY (CA 12), Jean-Claude MATHIEU (Maison de l'élevage 81), Sarine MERLEY (UNOTEC), Sandrine MERLIN (CA 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Benoit NOUGADERE (Confédération de Roquefort), Alice PANISSIE (UNOTEC), Aurore PETIT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (Confédération de Roquefort), Suzanne ROUAN (CA 64), Odile SALLATO (CA 64), Chloé VAN MOERE (CA 64), Carole VERSAUAUD (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire - Confédération Nationale de l'Élevage.

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR


MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Confédération Nationale de l'Élevage
CNE

Baisse des productions ovines et repli des achats en 2024

Dans un contexte de coûts des matières premières qui restent élevés, les productions françaises de viande ovine et de lait de brebis ont de nouveau reculé au cours de l'année 2024, pénalisées par la diminution du cheptel de reproductrices et la médiocre qualité des fourrages. Par ailleurs, l'épidémie de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) a aggravé la baisse tendancielle des abattages, tandis que les importations de viande ovine ont aussi diminué, accentuant la réduction du disponible consommable. Cette évolution de l'offre a entraîné une poursuite de la hausse des prix payés aux producteurs. Du côté de la consommation, malgré un léger ralentissement de l'inflation, le budget des ménages reste sous pression, pesant sur les achats de viande ovine et de produits à base de lait de brebis.

À l'échelle des exploitations, si les coûts des engrais, carburants et aliments achetés ont fortement baissé, ceux de l'électricité et des soins vétérinaires ont continué de grimper. L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) a ainsi reculé de 3,7 % en production allaitante et de 4,2 % pour le lait de brebis. Cette meilleure conjoncture en matière de prix des intrants et des produits a permis d'améliorer les revenus, sauf pour les exploitations les plus touchées par la FCO ou celles associant ovins et grandes cultures.

À l'échelle de l'UE à 27, la situation a été similaire : en 2024, la production de viande ovine a diminué sous l'effet des épizooties et du recul des cheptels, provoquant une flambée des prix. La baisse des importations, exacerbée par le repli des envois britanniques, a accentué la diminution du disponible communautaire pour la deuxième année consécutive, entraînant une baisse des exportations. En parallèle, la Chine, confrontée à une saturation de son marché en viande ovine, a vu sa production, ses importations et ses prix se contracter, rendant ce marché moins attractif pour les grands exportateurs. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont alors réorienté leurs expéditions vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Pour 2025, la production ovine mondiale devrait encore se réduire, en raison du recul des cheptels européens et néo-zélandais, tandis que le Royaume-Uni et l'Australie prévoient d'augmenter leurs exportations. L'évolution de la demande dépendra largement de la reprise du marché chinois et de la dynamique de recapitalisation au Maghreb.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

4/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Baisse de la collecte, des fabrications et des achats des ménages en France

8/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La FCO vient accentuer la baisse de production en 2024

14/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le volume disponible baisse et le prix des ovins s'envole au sein de l'UE en 2024

22/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

L'Europe et les États-Unis plus attractifs que la Chine en 2024

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES 2025

Repli de l'offre mondiale de viande ovine en 2025

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

HIVER

PRINTEMPS

Pâques le 31 mars

Ramadan
du 10 mars au 9 avril

Sur la campagne d'octobre 2023 à septembre 2024, la collecte laitière était toujours limitée par le prix. À 288 ML de litres, elle baissait de 2,6% /2022-2023.

Depuis octobre 2023, une **météo très pluvieuse** impacte les cultures et pénalise le pâturage hivernal.

Récoltes de fourrages souvent abondantes mais de qualité très moyenne.

Cotation des agneaux élevée en début d'année
La faiblesse de l'offre suffit à peine à couvrir la demande, pourtant modérée à cette période de l'année.

Le cours des agneaux atteint de nouveaux records pour Pâques 2024 à 9,54 €/kg.



Hausse du cheptel australien pour la 4^{ème} année consécutive.
La recapitalisation, entamée en 2021, a porté ses fruits : le cheptel ovien australien atteignait 79 M de têtes en juin 2024, son plus haut niveau sur les 17 dernières années.

Le cheptel néozélandais est reparti à la baisse en juin 2024, après une stabilisation en 2023.
Le repli est quasi-continu depuis le début des années 80.

Les prix des matières premières poursuivent leur évolution à la baisse mais restent élevés.

Deux sérotypes de **FCO** se sont propagés en France, provoquant une surmortalité des brebis

ÉTÉ

AUTOMNE

Aïd Al-Adha
du 16 au 19 juin

des aliments et la qualité des fourrages.

Chute de la récolte de blé de 25%, avec moins d'emblavements et des rendements en baisse.

Légère baisse estivale de la cotation de l'agneau français. Le cours reste élevé faute d'offre.

La météo continue de perturber les semis de céréales, de dérobées et la récolte du maïs.

La cotation dépasse les 10,50 €/kg fin 2024 : hausse des cours plus importante en 2024 vu le renforcement de la pénurie d'agneaux.



Vague de chaleur en août dans le Sud-Ouest, problèmes de mises bas et de démarrage de la lactation pour les élevages laitiers précoces.

La FCO-8 regagne du terrain en juin depuis le Sud-Ouest de la France.

La FCO-3 arrive en France en juillet par la frontière belge.

La piètre qualité des foins récoltés nécessitera une plus forte complémentation des brebis en bergerie.

Décembre 2024 : **1^{ers} versements de l'État** pour les pertes directes liées à la FCO-3.

La demande chinoise en viande ovine est repartie à la baisse en 2024, réorientant une partie des flux océaniques vers l'UE et le Royaume-Uni.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

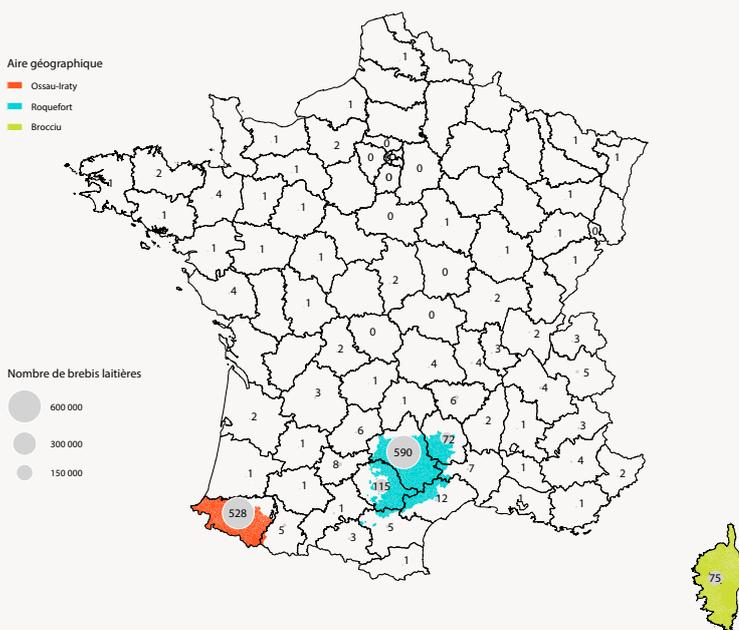
Baisse de la collecte, des fabrications et des achats des ménages en France

Après s'être maintenue entre les campagnes 2021-2022 et 2022-2023 (octobre à septembre), la collecte nationale de lait de brebis a diminué sur 2023-2024. Malgré des charges en très légère baisse, la moindre qualité des fourrages et une nouvelle diminution du nombre de brebis laitières ont provoqué un recul des volumes produits. Le prix du lait versé aux producteurs continue d'augmenter en conséquence de cette baisse de l'offre.



CHEPTEL 2022

FIG. 1 : REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BDNI / Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

1,52 millions

C'est le nombre d'ovins reproducteurs de type laitiers recensés par la BDNI au 1^{er} janvier 2023

Un cheptel de brebis laitières en nette baisse entre 2021 et 2022

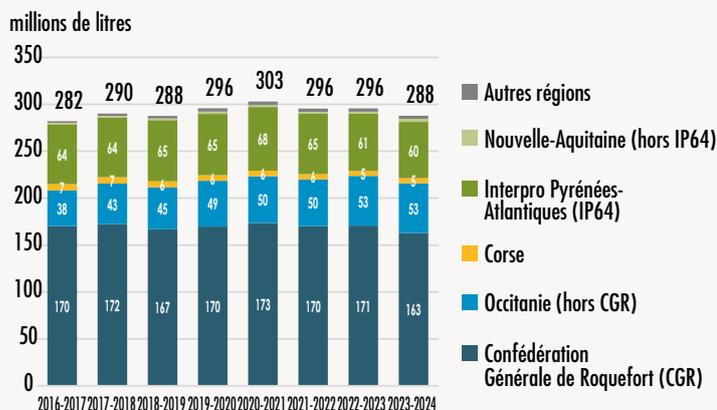
D'après les dernières données BDNI consolidées, le cheptel national de reproducteurs ovins lait s'établissait à 1,52 M de têtes au 1^{er} janvier 2023 (recensement de l'année 2022), en baisse de 2,0% par rapport au 1^{er} janvier 2022 (année 2021), soit -30 500 têtes, et -1,7% comparé à la moyenne des cinq dernières années. La sécheresse estivale de 2022, qui a provoqué un sursaut des abattages faute d'aliments, explique au moins en partie ce repli.

Le cheptel reproducteur français se répartit principalement sur six départements (voir fig.1), qui regroupent à eux seuls un peu plus de 90% de l'effectif national. En première position on retrouve l'Aveyron, avec 590 000 reproducteurs ovins lait (-3%/2021), puis les Pyrénées-Atlantiques (528 000, -2%), le Tarn (115 000, -1%), la Lozère (72 000 têtes, -2%), et les deux départements corses (75 300, -3%). Tout ou partie du territoire de ces départements est liée à une aire d'appellation fromagère : l'AOP Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour la Corse, le Roquefort pour les trois autres départements cités ainsi que l'IGP Pérail, qui a été reconnue par l'INAO en octobre 2022. À chacune de ces zones est associé un système d'élevage spécifique, caractérisé notamment par des races locales. L'Aveyron et les Pyrénées-Atlantiques regroupent les deux-tiers des exploitations ovines laitières françaises.

Selon les dernières estimations du SSP, le cheptel de brebis et agnelles laitières saillies aurait de nouveau reculé au 1^{er} novembre 2024, mais de façon plus modérée que fin 2023 (-1%).

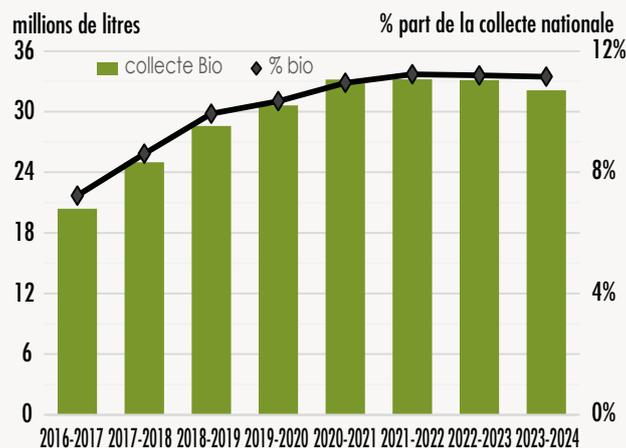
COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



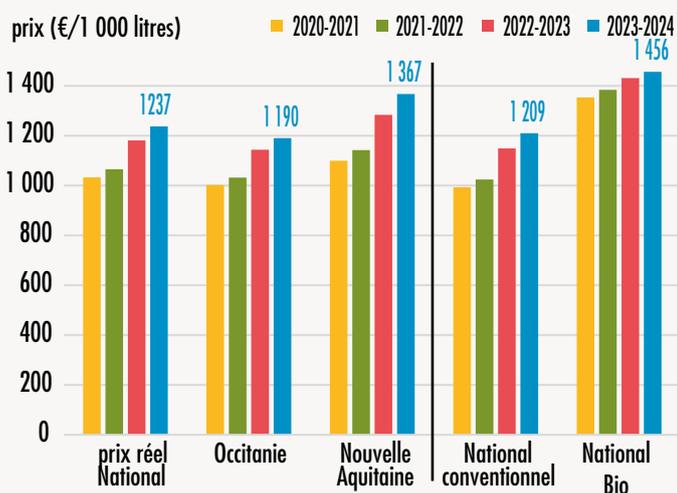
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, CGR et IP64

FIG. 3 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIO



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 4 : ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

288 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2023-2024

Le recul du nombre de brebis laitières et la moindre qualité des fourrages ont impacté la collecte.

En hausse depuis 2013, la collecte française de lait de brebis a chuté sur la campagne 2021/22, s'est ensuite stabilisée puis **a de nouveau baissé sur 2023/24, de 2,7%, à 287,9 ML** (voir fig. 2).

La collecte a diversement évolué dans les trois principales régions de production : -3,5% en Occitanie, +0,4% en Nouvelle-Aquitaine, et +0,2% en Corse.

Avec un cheptel baissier, une campagne de reproduction compliquée et des fourrages de qualité médiocre, les lactations ont démarré tardivement : la collecte a reculé de 4,5 % sur les 7 premiers mois de la campagne, puis augmenté de 0,4%.

L'indice des prix d'achat des moyens nécessaires à la production de lait de brebis a diminué de 4,2 % par rapport à la campagne précédente, mais reste plus élevé qu'au cours de la campagne 2021/22.

Le sérotype 8 de la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO-8) a ressurgi à partir du 2nd semestre 2023, puis un rebond des cas a été observé à partir de juin 2024 et pourrait entre autres impacter la collecte. Celle-ci est pour le moment en hausse, de 5% sur les quatre premiers mois de la campagne 2024/25.

Les volumes de lait bio collectés sont relativement élevés dans la filière brebis : ils représentent 11% de la collecte nationale, contre 5% en lait de vache, et 3% en lait de chèvre.

À 97% occitane, ils ont cependant diminué de 3% en 2023-24, atteignant 32,12 ML. Ce recul fait suite à trois campagnes quasiment au même niveau (de 2020-21 à 2022-23, à un peu plus de 33 ML).

Les laiteries n'acceptant plus de nouvelles conversions depuis quelques années, faute de marché, le nombre de livreurs de lait bio au pic de collecte (avril) s'est quasiment stabilisé sur la campagne 2023-2024 après avoir légèrement baissé sur la précédente.

Plus d'une brebis laitière sur 10 élevée en bio

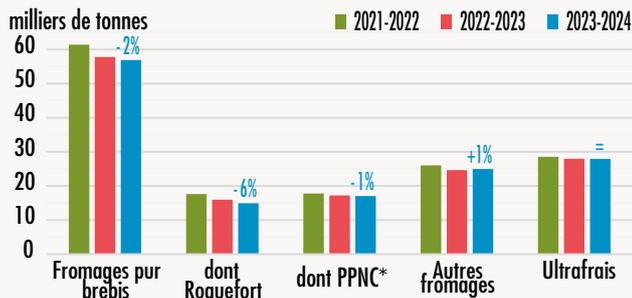
Selon l'Agence bio, en 2023, 777 fermes bio (-4,6% / 2022), dont 20 nouvelles (13 en 2022), élevaient 160 000 brebis laitières (-2,5%). 927 brebis laitières (-16%/2022) étaient présentes dans des fermes en conversion. Localisées à 43% en Occitanie, 15% en Auvergne Rhône-Alpes et 14% en Nouvelle-Aquitaine, ces fermes certifiées sont composées pour 2/3 d'élevages fermiers et pour 1/3 d'élevages livreurs. Face aux difficultés du secteur, le nombre de livreurs certifiés diminue en 2023.

Nouvelle augmentation du prix du lait dans toutes les régions

Après une hausse de 10,9% sur la campagne précédente, **le prix du lait de brebis payé aux producteurs** a atteint 1 237 €/1 000 l sur la campagne 2023-24, en hausse de 4,8 % (soit +56 €/1 000 l) par rapport à la campagne précédente (voir fig.4). Cette évolution s'explique par une hausse du prix standard de 4% (+50 €, à 1 192 €/1 000 l), combinée à un enrichissement marqué de la teneur moyenne en **matière grasse** (+1,7%) et plus modéré en **matière protéique** (+0,4%). La hausse de prix a été plus importante en conventionnel (+5,3%, à 1 209 €/1 000l) qu'en bio (+1,8%, à 1 456€). La hausse de prix en Occitanie (+4,1%) a été moindre qu'en Nouvelle-Aquitaine (+6,5%).

FABRICATIONS & CONSOMMATION

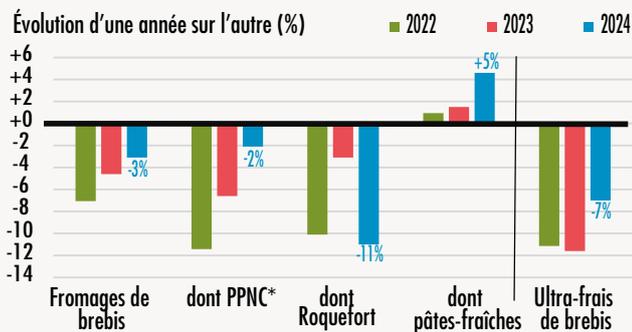
FIG. 5 : FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 6 : ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS

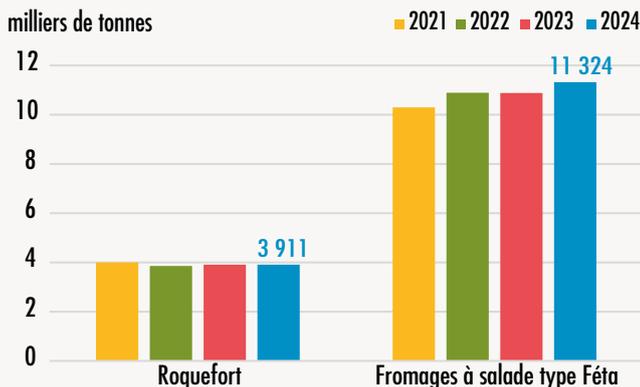


*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar / FAM

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2024

FIG. 7 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

Repli des fabrications pour la 3^{ème} campagne consécutive

Face à une baisse de collecte, les fabrications de produits au lait de brebis ont reculé d'une campagne à l'autre, de 2% pour les fromages et se sont quasiment maintenues pour les produits ultra-frais (voir fig. 5). Si les fabrications des fromages à salades (+1,4%), boostées par une consommation domestique et des exportations dynamiques, et l'Ossau-Iraty (=) ont plutôt bien résisté, les autres catégories de fromages se sont orientées à la baisse, avec un repli variable selon les type de produits (-1,0% pour les pâtes pressées non cuites (PPNC) et - 6,5% pour le Roquefort).

Cette baisse des fabrications vient s'ajuster à une consommation des Français toujours en repli, dans un contexte de crise du pouvoir d'achat qui perdure, malgré une diminution progressive de l'inflation.

Les achats de produits au lait de brebis reculent encore en 2024

Après avoir progressé jusqu'à mi-2021, la consommation de la plupart des produits au lait de brebis recule progressivement d'année en année, l'inflation pesant sur le porte-monnaie des Français.

Selon Kantar (FranceAgriMer), les achats de fromages au lait de brebis ont poursuivi leur baisse démarrée en 2021, reculant de 3% entre 2023 et 2024, avec un prix moyen pondéré en hausse de seulement +1% (mais qui fait suite à des hausses de 5% en 2022 et 11% en 2023). Les ventes de Roquefort se sont de nouveau repliées, de 11%, alors même que leur prix moyen régressait de 1% (fortes hausses les années précédentes). À l'inverse, l'Ossau Iraty a vu ses ventes progresser de 3%, avec un prix moyen en hausse de 1%. Cette année encore, les fromages à salade type féta s'en sortent bien, avec +3% en volume malgré une augmentation du prix de 1% (conditions climatiques favorables à la consommation de salades). Les ventes d'ultra-frais reculent pour la 3^{ème} année consécutive, de 7%, avec des prix en hausse de 2%.

Les fromages au lait de brebis subissent une baisse d'achat marquée alors que les fromages de vache (+1,3%) et de chèvre (+0,3%) se redressent. En moyenne sur la campagne, ils restent plus chers : 18,20 €/kg contre 14,10 €/kg pour les fromages de chèvre et 11,30 €/kg pour les fromages de vache.

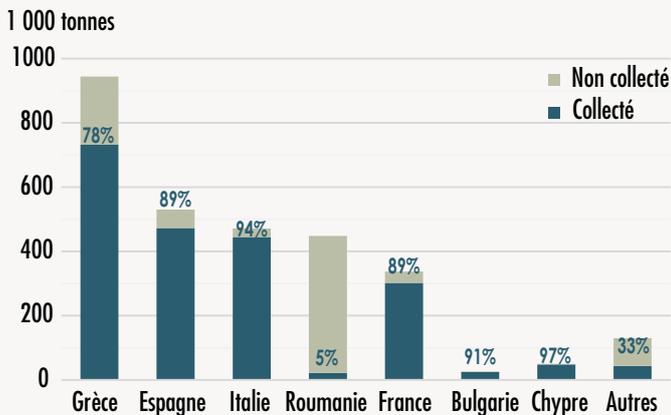
Hausse des exports de fromages à salade type féta

Les fabrications de fromages à pâte fraîche, type féta, étaient en hausse entre 2023 et 2024, permettant une augmentation de leurs ventes en France mais aussi de leurs exports : +4% à 11 300 t, dont +6% vers leur 1^{er} destinataire, l'Allemagne (volumes vers le Luxembourg inclus, la majorité étant réexportée vers l'Allemagne depuis 2021). Leur prix moyen à l'export a progressé de 1%, à 7,16 €/kg.

Le Roquefort a quant à lui vu ses envois se stabiliser, à 3 911 tonnes. Vers ses trois premiers clients, ils ont augmenté, de respectivement 1% vers l'Espagne (30% des volumes), 6% vers la Belgique et 20% vers les États-Unis. Les exportations vers cette dernière destination risquent cependant d'être perturbées par les nouvelles politiques douanières de l'administration Trump. Le prix moyen du Roquefort à l'export a augmenté de 4%/2023, à 13,17 €/kg.

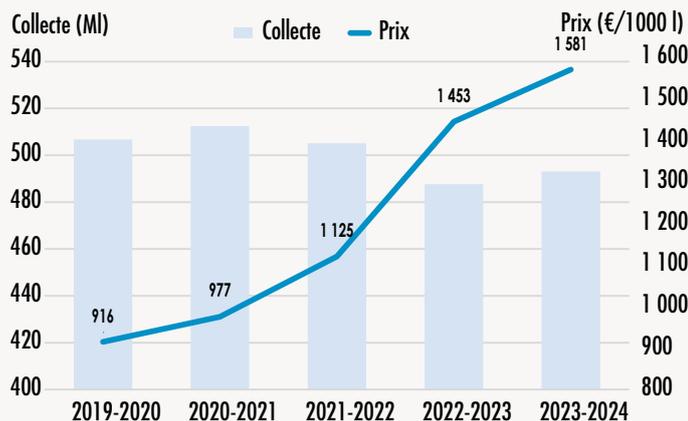
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

FIG. 8 : PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2023



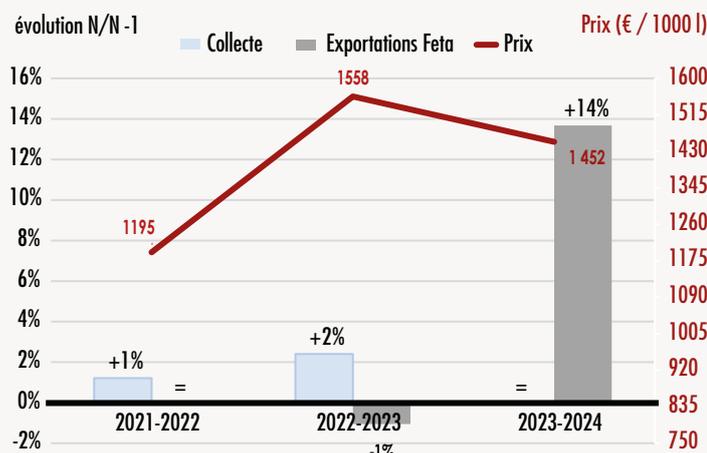
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 9 : COLLECTE ET PRIX DU LAIT DE BREBIS EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

FIG. 10 : COLLECTE, EXPORTATIONS ET PRIX DU LAIT EN GRÈCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Elgo

Progression du prix payé aux producteurs espagnols et italiens

À près de 2,1 Mt en 2023, la collecte européenne de lait de brebis s'est quasi stabilisée d'une année sur l'autre.

Elle se concentre à 93% en Grèce, Espagne, Italie et France (voir fig. 8). En 2024, le prix du lait de brebis a de nouveau progressé dans tous ces pays sauf en Grèce, où la chute de consommation a pesé sur le marché. La baisse de consommation intérieure de produits à base de lait de brebis, faute d'un pouvoir d'achat suffisant, touche aussi la France et l'Espagne.

Les Espagnols consomment moins de fromages de brebis

En Espagne, la **collecte** de lait de brebis a totalisé 493 ML sur la campagne 2023/24, soit +1% /2022-23, après deux campagnes de baisse et ce, malgré un nouveau repli du cheptel reproducteur ovin lait fin 2023.

Le **prix** du lait de brebis a progressé pour la 6^{ème} campagne consécutive, de 9%, à 1 580 €/1 000 l. Après avoir atteint des sommets fin 2023, le prix AOP a légèrement reflué, puis s'est stabilisé à un haut niveau (>2000 € / 1000l), dans un contexte de baisse des volumes produits. En revanche, le prix du lait hors AOP subit une diminution marquée. La **demande en Espagne comme à l'international diminue**, au profit des fromages de vaches ou mixtes, moins chers.

L'offre nationale peine à satisfaire la demande des laiteries depuis 2017 et la chute du nombre de livreurs se poursuit en 2024. Si les baisses de prix persistent sur 2024-25, le nombre de livreurs pourrait descendre sous la barre des 2 000. Sur le début de 2024-2025, les volumes collectés étaient en légère hausse et les prix toujours en baisse, ce qui inquiète les éleveurs.

Grèce : recul des achats des ménages mais bond des exportations de Féta

En **Grèce**, l'inflation a de nouveau diminué en 2024, mais les portefeuilles des consommateurs restent impactés et la **consommation** de Féta a diminué, alors que ce débouché représente près de 40% de la production. Les Grecs se tournent vers des fromages moins chers et souvent importés.

Heureusement pour la filière, la **demande internationale en Féta reste dynamique**. Après avoir beaucoup stocké, les industriels ont davantage exporté : +14% sur 2023-2024, avec un prix moyen qui s'est maintenu, à 8,20 €/kg. Cette hausse des **exports** de Féta se fait en parallèle d'une **collecte** stable (-0,2%), à 729 000 t sur la campagne 2023-24, malgré un cheptel qui recule depuis 2019.

Avec une demande intérieure morose, le **prix** du lait, à 1 452 €/t sur 2023-24, a baissé de 7%.

La Grèce est touchée par la **peste des petits ruminants**, maladie très contagieuse qui a déjà conduit à l'abattages de milliers d'ovins et caprins fin 2024, ainsi que par la **clavelée**, qui impacte la production.

En Italie, les fabrications de Pecorino ont augmenté malgré une baisse de la demande

En Italie, la collecte dans la zone du Pecorino Romano (2/3 du lait de brebis italien) a de nouveau augmenté (+11%/2022-2023 sur octobre 2023-juillet 2024, à 296 ML). Simultanément, les fabrications de Pecorino ont progressé de 7%. Les exports ont cependant baissé de 3%, laissant présager une augmentation des stocks de fromages. La cotation du Pecorino Romano s'est ainsi dépréciée de 9% /2023, à 12,50 €/kg en 2024. Malgré ce constat d'alourdissement du marché, le prix moyen du lait de brebis italien atteignait 1 464 €/1000 l entre octobre 2023 et juillet 2024, en progression de 4% (soit +52€/2022-2023).

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

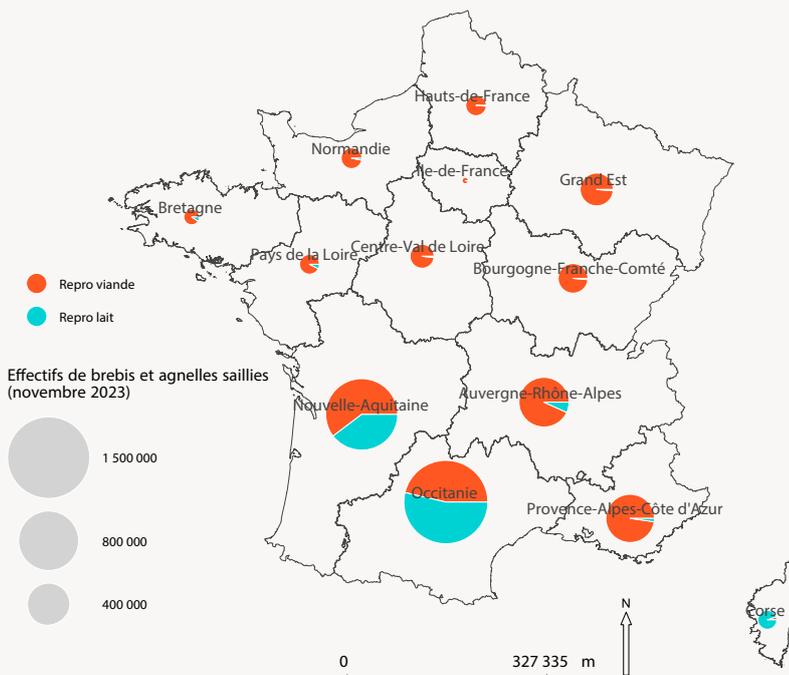
La FCO vient accentuer la baisse de production en 2024

En 2024, la baisse de production s'est encore accentuée, avec un nouveau repli des sorties des élevages français des agneaux comme des ovins adultes, associé à celui des imports de vifs. Dans un contexte de cheptel en baisse depuis plusieurs années, les éleveurs ont tenté de recapitaliser en gardant des reproductrices mais au 2nd semestre, la FCO est venue frapper certaines régions, emportant avec elle bon nombre de brebis et béliers. Avec des importations de viande ovine en léger recul d'une année sur l'autre, le disponible consommable a encore diminué et le repli des achats des ménages s'est accentué. Avec un fort repli de l'offre, la cotation a de nouveau atteint des records, dépassant les 10,50 €/kg entrée abattoir en fin d'année.



CHEPTEL FIN 2023

FIG. 1 : BREBIS ET AGNELLES SAILLIES (VIANDE ET LAIT)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

3,4 millions

C'est le nombre de brebis et d'agnelles saillies allaitantes recensées en France en novembre 2023.

Les données définitives de l'enquête cheptel de novembre 2024 ne sont pas disponibles à ce jour, nous resterons donc sur les résultats de 2023.

D'après les résultats extrapolés de l'enquête cheptel du SSP, le cheptel français fin 2023 se composait de 4,8 M de brebis et agnelles saillies, en léger recul, de - 0,6% /2022. La tendance baissière, à l'œuvre depuis les années 1980 (le cheptel national approchait les 10 M de têtes), s'est accélérée en 2022 sous l'effet de la sécheresse estivale couplée à la hausse du prix des aliments. Elle s'est poursuivie en 2023, bien que plus modestement, avec l'amélioration des conditions météorologiques. On suppose un recul du cheptel reproducteur fin 2024 sous l'effet de la FCO, malgré une volonté de recapitaliser.

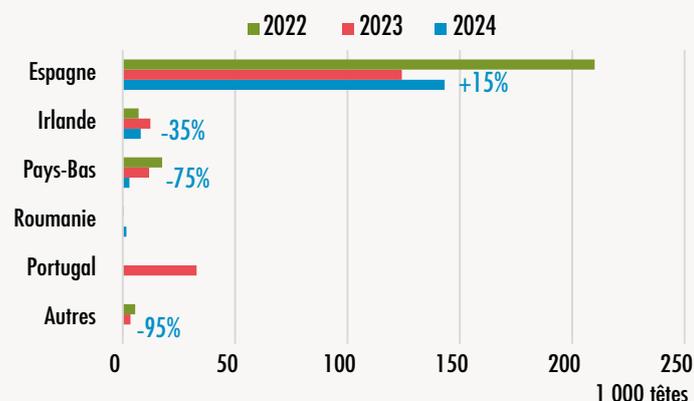


Brebis sur une route en Bretagne

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2024

FIG. 2 : IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

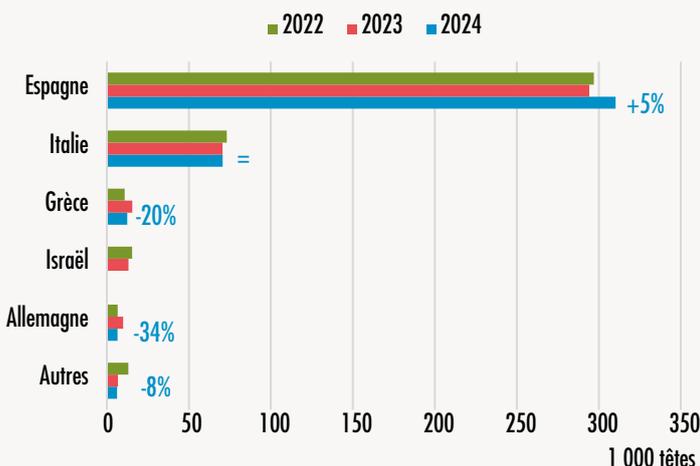
Après un pic en 2021, les importations françaises d'ovins vivants reculent pour la 3^{ème} année consécutive en 2024, de 15% /2023, soit -29 000 têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 3 : EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

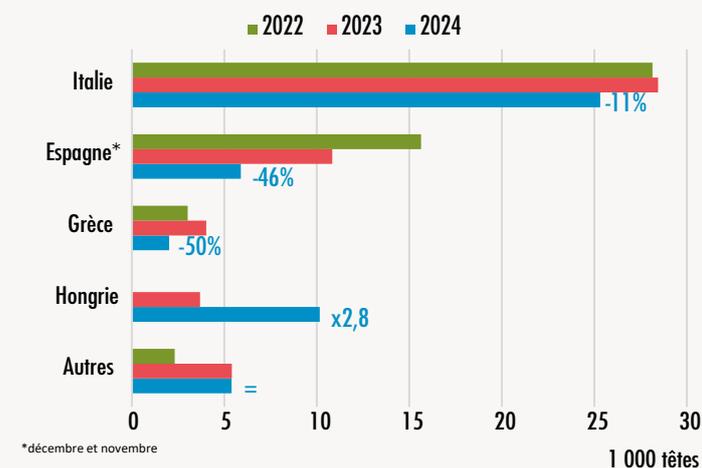
Après une nette hausse entre 2021 et 2022, les envois d'agneaux reculent lentement. Entre 2023 et 2024, la baisse était de 1% (406 000 agneaux).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 4 : EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Après un léger sursaut en 2023, les envois d'ovins adultes vivants sont repartis à la baisse en 2024 (-7%).



*décembre et novembre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

135 645

C'est le nombre d'agneaux vivants importés en France en 2024.

Cette baisse est une nouvelle fois due au **repli** conjugué des importations **d'agneaux** (-15% /2023 à 135 600 têtes, soit -25 000 têtes) et **d'ovins adultes** (-15% à 20 200 têtes, soit -3 700 têtes). Ces ovins vivants proviennent à 92% **d'Espagne** (124 000 agneaux, en hausse de 21% /2023 et 20 000 ovins adultes, en baisse de 10%) et, dans une moindre mesure, **d'Irlande** (7 900 têtes, -35%, surtout des agneaux), des **Pays-Bas** (2 900 agneaux, -75% en raison de flux contraints, en lien avec la FCO-3) et de **Roumanie** (1 600 agneaux, derniers imports en 2022). Malgré un fort besoin de compléter les approvisionnements français en 2024, **les imports d'ovins vifs ont représenté seulement 4,5% des abattages**, contre 5,0% en 2023, 6,1% en 2022 et 7,9% en 2021.

-4 000 têtes

C'est la nouvelle baisse des exportations françaises d'agneaux vivants en 2024

La nouvelle hausse des envois d'agneaux vers l'Espagne (+5% à 310 000 têtes) et la stabilité de ceux vers l'Italie (71 000 têtes) n'ont pas su contrebalancer totalement les baisses vers la **Grèce** (-20% à 12 000 têtes) et **l'Allemagne** (-34% à 7 000 têtes).

Mais c'est aussi et surtout l'arrêt complet des envois vers **Israël** (-13 000 têtes /2023), qui a nettement diminué ses achats d'agneaux en 2024, qui explique ce léger repli (voir fig. 3).

Après avoir triplé entre 2021 et 2022, les envois vers le **Liban** n'ont toujours pas repris tout comme ceux vers la **Libye**, arrêtés dès 2016.

Ces envois concernent en majorité des agneaux issus du cheptel laitier et se concentrent sur les fêtes de fin d'année.

-3 636 têtes

C'est la baisse des exportations françaises d'ovins adultes vivants en 2023

Les exportations d'ovins adultes vers **l'Italie**, de loin notre 1^{er} débouché, ont diminué de 11% pour tomber à 25 000 têtes. Elles ont également baissé vers **l'Espagne** et la **Grèce**, de respectivement 46% et 50%, à 6 000 et 2 000 têtes.

Par ailleurs, stoppés en 2022, les envois d'ovins adultes vers la **Hongrie** ont repris en 2023 (avec 3 700 têtes), et ont quasiment triplé en 2024, atteignant 10 000 têtes.

Cette hausse fait passer la Hongrie devant l'Espagne, au rang de 2^{ème} client de la France pour l'export d'ovins adultes.

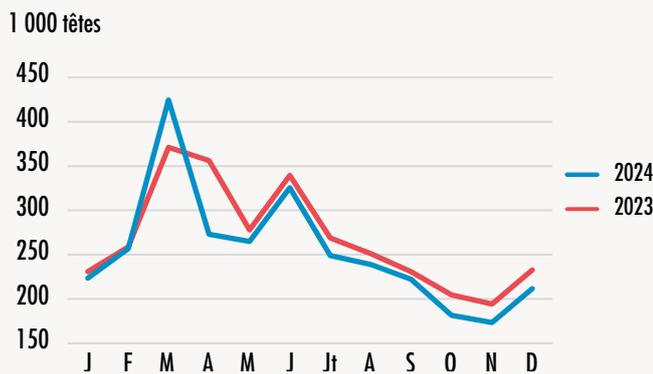
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

68 160 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2024.

PRODUCTION 2024

FIG. 5 : ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



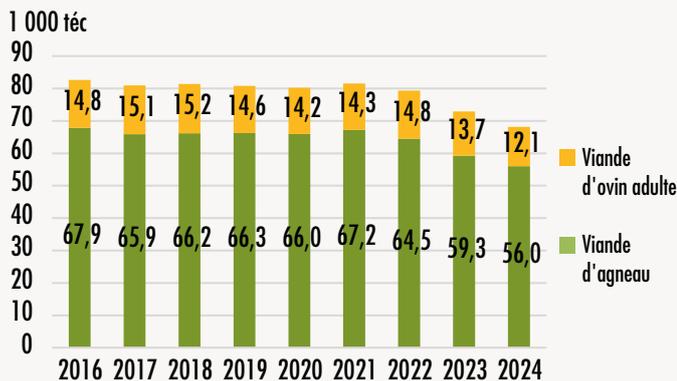
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3 millions de têtes, la baisse des abattages contrôlés d'agneaux s'est poursuivie en 2024 (-5% /2023).

Les sorties d'agneaux des élevages français ont reculé (-4,5% soit -152 000 têtes) pour la 5^{ème} année consécutive, à 3,3 M de têtes. Sur les trois dernières années, les importations d'agneaux vivants reculent aussi, alors que les exports sont stables. Les abattages d'agneaux ont alors de nouveau reculé en 2024 (- 5% /2023 soit - 172 000 têtes), après avoir déjà régressé de 8% entre 2022 et 2023.

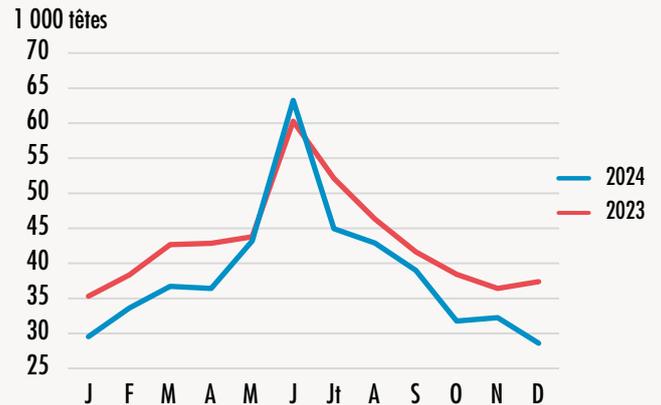
La baisse des abattages d'agneaux s'est accélérée au fil de l'année (voir fig. 5). Au 1^{er} semestre, elle était de 4% /2023, avec une baisse du même ordre en mars-avril, aux pics de demande (Pâques chrétiennes, juives et ramadan). Au 2nd semestre, elle s'est accentuée (- 8% /2023). À l'automne, les abattages d'agneaux sont restés sous leur niveau de 2023 du fait de cours toujours élevés qui diminuent l'attrait de la prime de désaisonnement. Cette dernière est versée par les groupements aux éleveurs qui les livrent à cette période de l'année.

FIG. 6 : VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

FIG. 7 : ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Après avoir bondi en 2022, les abattages contrôlés d'ovins adultes ont continué de diminuer en 2023 et en 2024.

La baisse des sorties de réformes ovines des exploitations françaises s'est accentuée en 2024, atteignant -10%, à 491 000 têtes, après avoir déjà baissé de 3% entre 2022 et 2023. La volonté de recapitaliser associée à une pression sanitaire accrue explique cette tendance.

La FCO a en effet fortement touché certaines zones d'élevages françaises, avec une mortalité accrue chez les reproducteurs, notamment les brebis, dont le disponible à abattre a chuté depuis l'automne 2024 (voir fig. 6).

Les importations d'ovins adultes vivants ont-elles aussi chuté (- 15%), de même que les exportations (-7% /2023 à 49 000 têtes). Au total, les abattages d'ovins adultes sont tombés à 462 000 têtes (-10% /2023).

Le recul notable des effectifs abattus d'agneaux comme de réformes ainsi que l'allègement des carcasses des réformes ont induit un recul de 7% de la production française de viande ovine en 2024 (à 68 160 téc).

En progression depuis 2017, le poids de carcasse moyen des agneaux français s'est pratiquement stabilisé en 2024, à 18,4 kgéc. La production en volume de viande d'agneau a donc reculé dans les mêmes proportions que les effectifs abattus, de 5% /2023, à 56 000 téc.

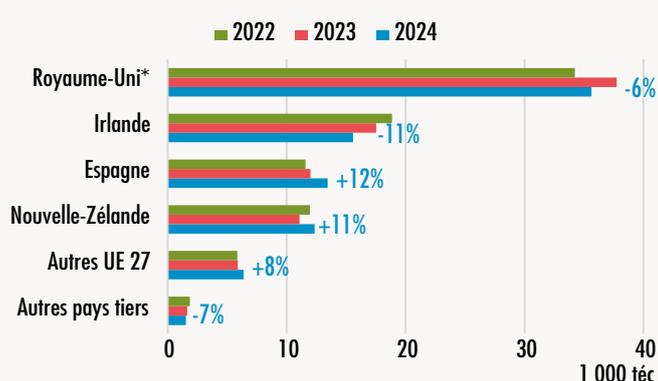
Le poids carcasse moyen des réformes recule depuis 2022. Il a perdu quasiment 1 kgéc sur 3 ans, à 26,3 kgéc en 2024, illustrant possiblement des abattages précoces sous l'effet d'aliments toujours chers et/ou de prix toujours plus attractifs entrée abattoir. Ainsi, la production de viande d'ovins adultes a légèrement plus reculé en volume qu'en effectifs, de -11%, atteignant 12 200 téc.

84 910 téc

C'est le volume de viande ovine importée à destination du marché français en 2024.

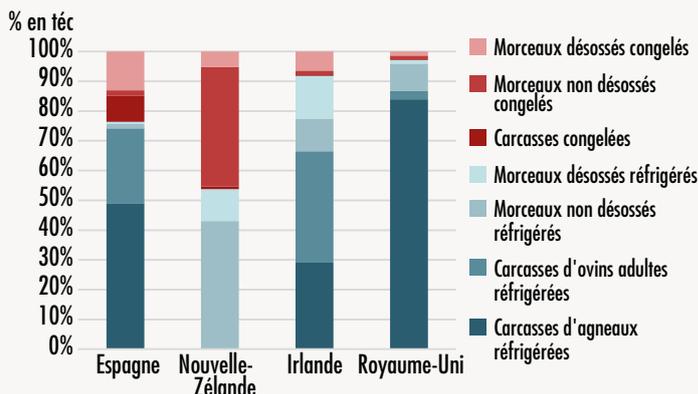
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2024

FIG. 8 : ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES* DE VIANDE OVINE



*Volumés calculés en soustrayant le ré-export estimé de viande ovine britannique
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

FIG. 9 : TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES**



**Données brutes avant correction pour Royaume-Uni
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Après des hausses en 2022 et 2023, les importations de viande ovine se sont légèrement repliées en 2024, atteignant 84 900 téc*. Elles restaient 9% sous la moyenne 2015-2019, avant Brexit et covid-19. La Nouvelle-Zélande et l'Espagne gagnent des parts de marché.

À partir de 2021, la répartition des formes de viande ovine importées en France a été modifiée suite au transit de volumes issus du Royaume-Uni (simplifications post-Brexit). La part de carcasses réfrigérées dans le total importé et exporté en France est donc « gonflée » par de la viande britannique en transit.

En 2024, le Royaume-Uni reste le 1^{er} fournisseur de viande ovine importée en France (voir fig. 8) et presque 90% de ces volumes sont réfrigérés (voir fig. 9) : les carcasses d'agneau réfrigérées représentaient notamment 60% des volumes (62% en 2023) contre 9% pour celles d'ovins adultes. Les découpes, majoritairement réfrigérées, représentaient près de 30% des volumes totaux importés. Après une baisse en 2023, le prix moyen des viandes ovines importées (réexport britannique compris) a augmenté en 2024, passant de 7,33 à 8,37 €/kgéc, à l'image des prix de l'agneau chez nos principaux fournisseurs.

Après 2021 (effondrement de la production et des exports dû au Brexit), la production a réaugmenté au Royaume-Uni, mais 2024 marque un coup d'arrêt à cette progression. Malgré une forte hausse des importations de viande ovine au Royaume-Uni (notamment océaniques), la baisse des abattages a provoqué un repli des exportations, notamment vers la France. Le Royaume-Uni a toutefois préservé 42% des parts de marché de la viande ovine importée en France (44% en 2023). 84% des volumes de viande ovine britannique importés en France étaient des carcasses d'agneaux réfrigérées, contre 85% en 2023 (volumes réexportés inclus). Leur prix moyen s'est établi à 8,80 €/kgéc, soit +21% /2023.

Malgré une légère baisse de la production et des envois néozélandais en 2024, la diminution de la demande chinoise a réorienté les flux de viande ovine néozélandaise sur le reste du marché mondial et provoqué, entre

autres, un regain des expéditions vers la France (+11% à 12 400 téc, selon les douanes françaises, soit 15% des imports français, contre 13% en 2023). La part de la viande congelée dans les exports néozélandais vers la France a de nouveau diminué (46% contre 51% en 2023). Cette viande est entièrement découpée, et à 52% constituée de gigots. Après s'être écroulé en 2023, le prix moyen de la viande ovine néozélandaise est resté en recul, passant de 7,39 à 7,26 €/kgéc d'une année sur l'autre.

En Irlande, après avoir atteint un niveau particulièrement élevé en 2023, la production de viande ovine a nettement diminué en 2024. Les exportations irlandaises ont alors poursuivi leur baisse (-12% entre 2023 et 2024). La compétitivité accrue des viandes océaniques sur le marché européen explique aussi ce repli. Les importations françaises de viande irlandaise ont alors reculé de 11% /2023, à 16 000 téc. La part de marché de l'Irlande dans l'import français est passée de 20 à 18% entre 2023 et 2024. Il s'agit principalement de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (37% en 2024 contre 33% en 2023) et de carcasses réfrigérées d'agneaux (29% à 8,91 €/kgéc en moyenne, contre 31% et 7,51 €/kgéc en 2023) et de découpes réfrigérées (25%).

Après des baisses en 2022 et 2023, les importations de viande ovine espagnole ont rebondi en 2024 (+12%, à 13 500 téc). La part de marché de l'Espagne en France s'est alors redressée, passant de 14% en 2022 et 2023 à 16% en 2024. Ces importations comploient notamment 49% de carcasses d'agneaux réfrigérées (45% en 2023), 12% plus chères qu'en 2023 (à 8,43 €/kgéc), et 27% de carcasses d'ovins adultes réfrigérées (23% en 2023). On constate le développement de carcasses d'agneaux congelées en 2024 (9% de la viande espagnole importée) au détriment du désossé congelé, qui passe de 28 à 13% des imports de viande ovine espagnole entre 2023 et 2024.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

41%

C'est la part de viande ovine française dans la consommation nationale en 2024.

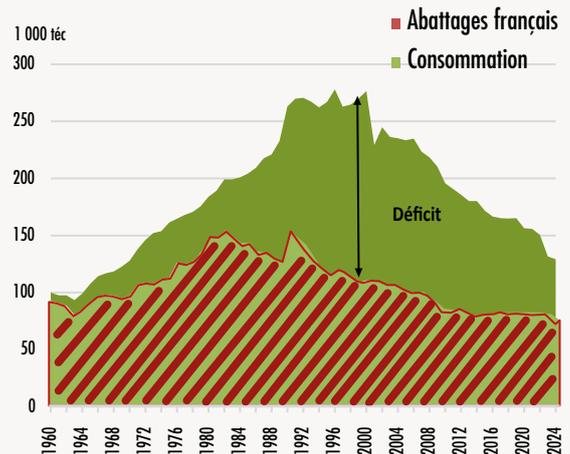
CONSOMMATION 2024

TAB. 1 : BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2021	2022	2023	2024	2024/23
Abattages contrôlés	110	83	82	79	73	68	-7%
Imports vifs	10	7	4	4	3	2	-24%
Exports vifs	7	10	4	4	5	4	-5%
Production indigène brute	107	85	82	80	76	70	-7%
Imports viande	175	121	78	84	86	85	-1%
Exports viande	9	9	8	8	8	8	-2%
Consommation	275	195	151	155	148	145	-2%
Population (millions hab.)	61	65	68	68	68	68	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,2	2,3	2,2	2,1	-3%
Part d'autosuffisance (abattages-exports/disponible)	36%	38%	48%	46%	44%	41%	

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

FIG. 10 : ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



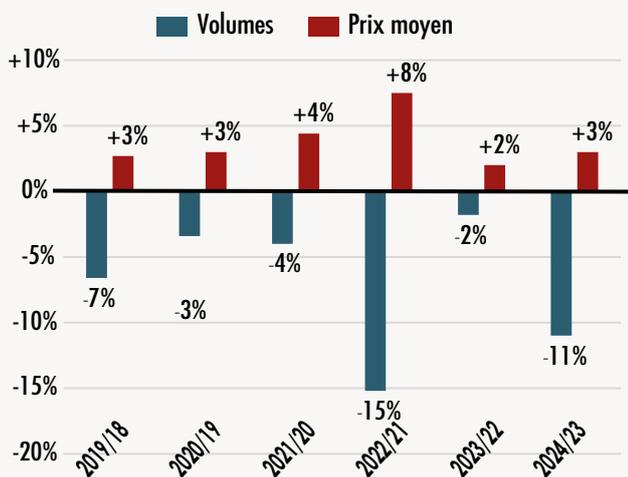
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

Le disponible en viande ovine baisse de nouveau en 2024

L'accélération de la baisse des abattages français s'est poursuivie en 2024 et les importations de viande ovine s'étant légèrement repliées, le disponible français a de nouveau chuté (voir fig. 10). Calculé par bilan (abattages + importations - exportations de viande ovine), celui-ci a perdu -3 600 téc, à 145 000 téc. Par habitant, il est ainsi estimé à 2,1 kg éc, soit -3% /2023 : c'est moins de la moitié comparé à 2000. Les disponibilités en viande ovine diminuent sur le temps long et les acteurs de la filière redoutent une moindre présence et une perte de visibilité de leurs produits dans les rayons boucherie. **L'inflation** a accentué cette tendance de fond et même si elle tend à progressivement diminuer, l'impact sur le portefeuille des consommateurs reste bien présent, surtout face à de nouvelles hausses des prix de vente de la viande ovine.

Avec le net repli des abattages français, **la part de viande française dans notre consommation a encore diminué**, retombant à 41% (contre 44% en 2023 et 46% en 2022). Le reste des volumes est fourni notamment par les viandes britannique (25%), irlandaise (11%), espagnole (9%) et néozélandaise (9%).

FIG. 11 : ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



*Viande ovine hors élaboré

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar Worldpanel/FranceAgriMer

D'après les données extrapolées du panel Kantar, la baisse des achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) s'est accentuée entre 2023 et 2024.

En 2024, les achats de viande ovine par les ménages dans les circuits de détail ont reculé de 11% en 2024 d'après le panel Kantar.

Le prix moyen des achats était en hausse de 3% (voir fig. 11). La hausse du prix de l'agneau, continue depuis plusieurs années, impacte négativement les ventes.

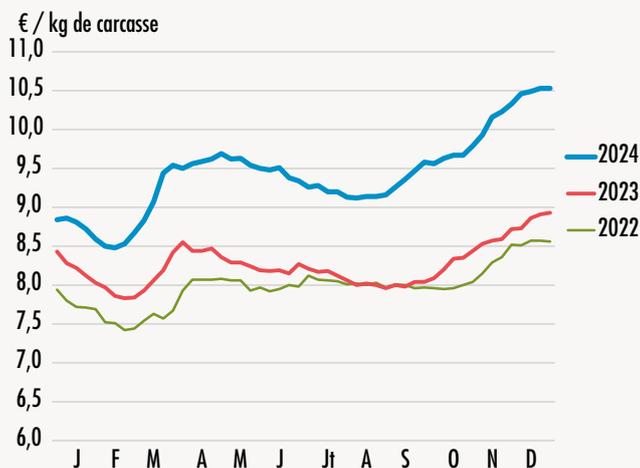
En 2024, la volaille est la seule viande à avoir été épargnée par la baisse des volumes : les achats de poulet ont encore progressé, de 4%, avec le prix moyen au kg le plus faible (8,14€).

D'autres raisons que le prix peuvent expliquer ce succès, comme la rapidité et la facilité de préparation (contrairement à l'agneau qui a une image de viande complexe à préparer).

COTATION 2024

FIG. 12 : COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 9,43 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, la cotation de l'agneau français a atteint de nouveaux records en 2024, gagnant 1,17 €/kg par rapport à 2023.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

9,43 €/kg de carcasse

C'est la cotation moyenne de l'agneau entrée abattoir en France en 2024

Cotation élevée et saisonnalité moins marquée en 2024

En 2024, après avoir atteint un nouveau record pour Pâques, le cours de l'agneau a poursuivi sa hausse au lieu de baisser sous l'effet d'un repli saisonnier de la demande (voir fig. 12), illustrant le manque d'agneaux en France.

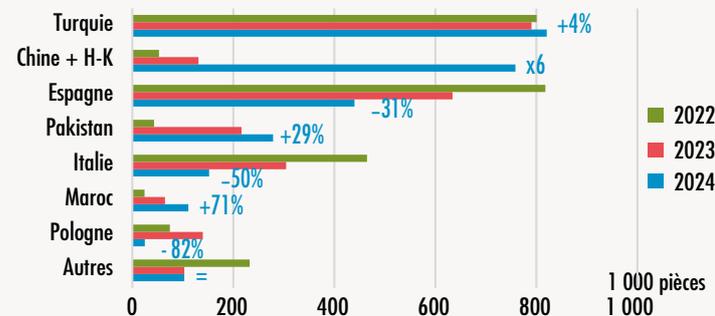
Le creux estival de la cotation a bien été observé. Puis, la baisse toujours plus appuyée de l'offre à l'automne a fait repartir le cours à la hausse, avant son apogée pour les fêtes de fin d'année où il a largement dépassé la barre des 10€/kg.

Le prix des brebis entrée abattoir a aussi augmenté franchement en 2024, surtout au 2nd semestre du fait de la FCO qui a entraîné une pénurie de cette catégorie d'animaux dans les abattoirs.

Grâce à une nouvelle hausse de la demande chinoise en peaux lainées comme en laines, les envois français ont augmenté en 2024. Le prix unitaire de ces deux co-produits baisse en revanche pour la 2^{ème} année consécutive.

EXPORTATIONS DE PEAUX D'OVINS 2024

FIG. 13 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

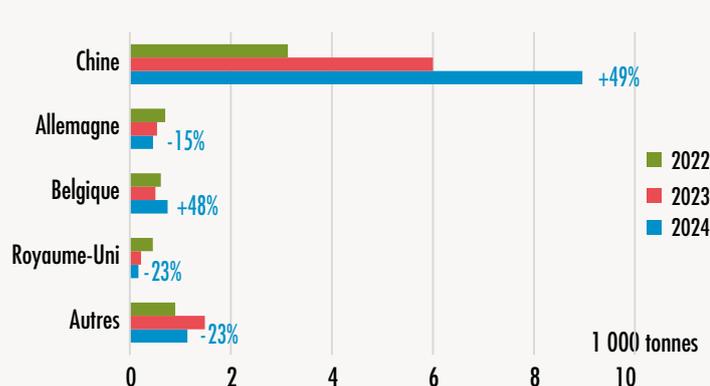
En 2024, les exports de peaux lainées sont repartis à la hausse (+13% /2023, à 2,7 M de pièces). Ils explosent vers la Chine mais la Turquie reste notre 1^{er} client.

Les envois de peaux lainées d'agneaux (80% des envois) se sont légèrement redressés, de 10% entre 2023 et 2024, atteignant 2,16 M de pièces. À 4,23 €/pièce, leur prix moyen a par ailleurs de nouveau reculé (-0,35 €/pièce). En 2020, ce prix avait atteint son plus bas niveau depuis 2009 (à 3,24 €/pièce).

Après un léger repli en 2023, les envois de peaux lainées d'ovins adultes sont eux aussi repartis à la hausse en 2024, de 27% /2023, et ont atteint 524 800 pièces. Le prix unitaire a décroché entre 2023 et 2024, passant de 4,96 € à 4,32 €.

EXPORTATIONS DE LAINE 2024

FIG. 14 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

Après avoir rebondi en 2021, les exportations françaises de laine s'étaient stabilisées en 2022 puis sont reparties à la hausse en 2023 (+51% /2022) et en 2024 (+31%/2023).

Les envois ont régressé vers l'Allemagne (-80 t) et le Royaume-Uni (-52 t), mais étaient en revanche en hausse vers la Belgique (+244 t) et la Chine (+2 960 t), le géant asiatique étant de très loin notre 1^{er} client en laine. Même si les envois français ne représentent que 2% des importations chinoises (60% pour l'Australie et 10% pour la Nouvelle-Zélande), la nouvelle hausse de leur demande en laine (+9%/2023 toutes provenances confondues) a encore stimulé nos envois.

Après une pause en 2022, le prix moyen de la laine exporté par la France a repris sa baisse structurelle en 2023 puis en 2024 pour tomber à 1,10 €/kg puis 1,07 €/kg, les flux se développant vers le marché chinois, moins rémunérateur que le marché européen.

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Le volume disponible baisse et le prix des ovins s'envole au sein de l'UE en 2024

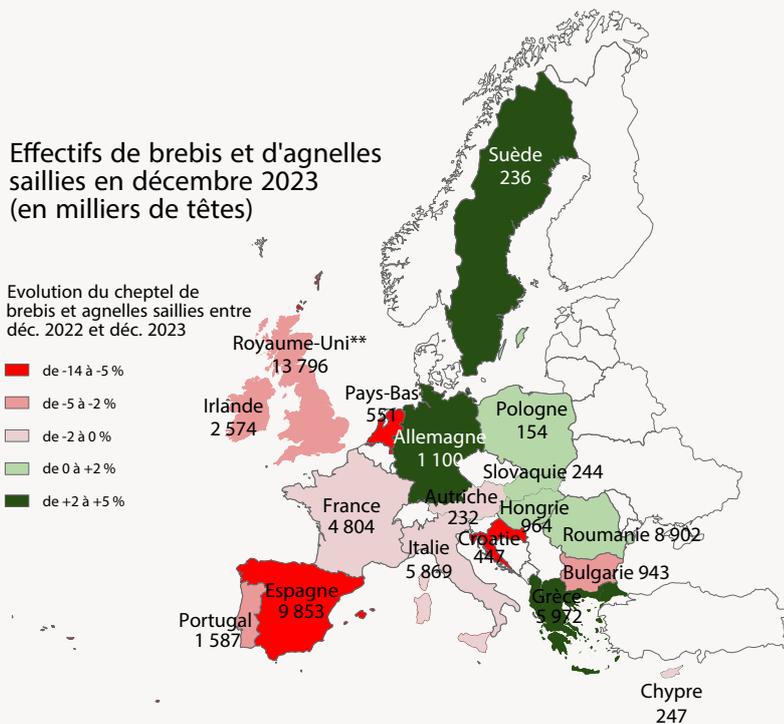
En 2024, la plupart des pays de l'UE ont vu leur production de viande ovine diminuer franchement, du fait d'une contraction du cheptel et de diverses épizooties, affaiblissant d'autant leur volume disponible. Malgré des flux actifs en provenance de Nouvelle-Zélande, la nette baisse des envois britanniques vers l'UE a provoqué un repli global des importations de viande ovine de l'espace communautaire. Avec des abattages et des importations en repli, le disponible en viande ovine de l'UE à 27 a reculé pour la deuxième année consécutive en 2024. Cela a encore tiré les prix de la viande ovine vers le haut et les achats des consommateurs vers le bas. Le manque d'offre a en outre conduit à un recul des exportations, poursuivant une tendance baissière à l'œuvre depuis le Brexit.

44,9 millions de têtes

C'était le cheptel estimé de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 27 en décembre 2023

CHEPTTEL FIN 2023

FIG. 1 : LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*



Les données de cheptel de décembre 2023 ont été révisées début 2025 tandis que celles de décembre 2024, publiées dans le même temps, sont encore trop imprécises et seront révisées *a posteriori*. Nous avons donc choisi de vous présenter les données de décembre 2023 finalisées (voir fig. 1). D'après ces données ainsi que nos estimations, la baisse du cheptel reproducteur ovine de l'UE à 27 s'est finalement atténuée entre fin 2022 et fin 2023, passant de -2,0% à -1,3%. L'Allemagne (+25 000 têtes), la Grèce (+303 000), la Roumanie (+24 000) et la Suède (+8 000 têtes) ont vu leurs effectifs significativement augmenter mais cela n'a pas suffi à contrebalancer le net repli du reste des cheptels, notamment en Espagne (-542 000 têtes), Irlande (-93 000), Croatie (-75 000), Italie (-71 000), aux Pays-Bas (- 57 000), au Portugal (-42 000), en France (-29 000) et en Bulgarie (-24 000).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués sur la carte.
 ** On mentionne le cheptel britannique, même post-Brexit, qui est essentiel dans les marchés de l'agneau en Europe (source DEFRA).
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et Eurostat
 Cartographie : Cartes & Données - © Artique

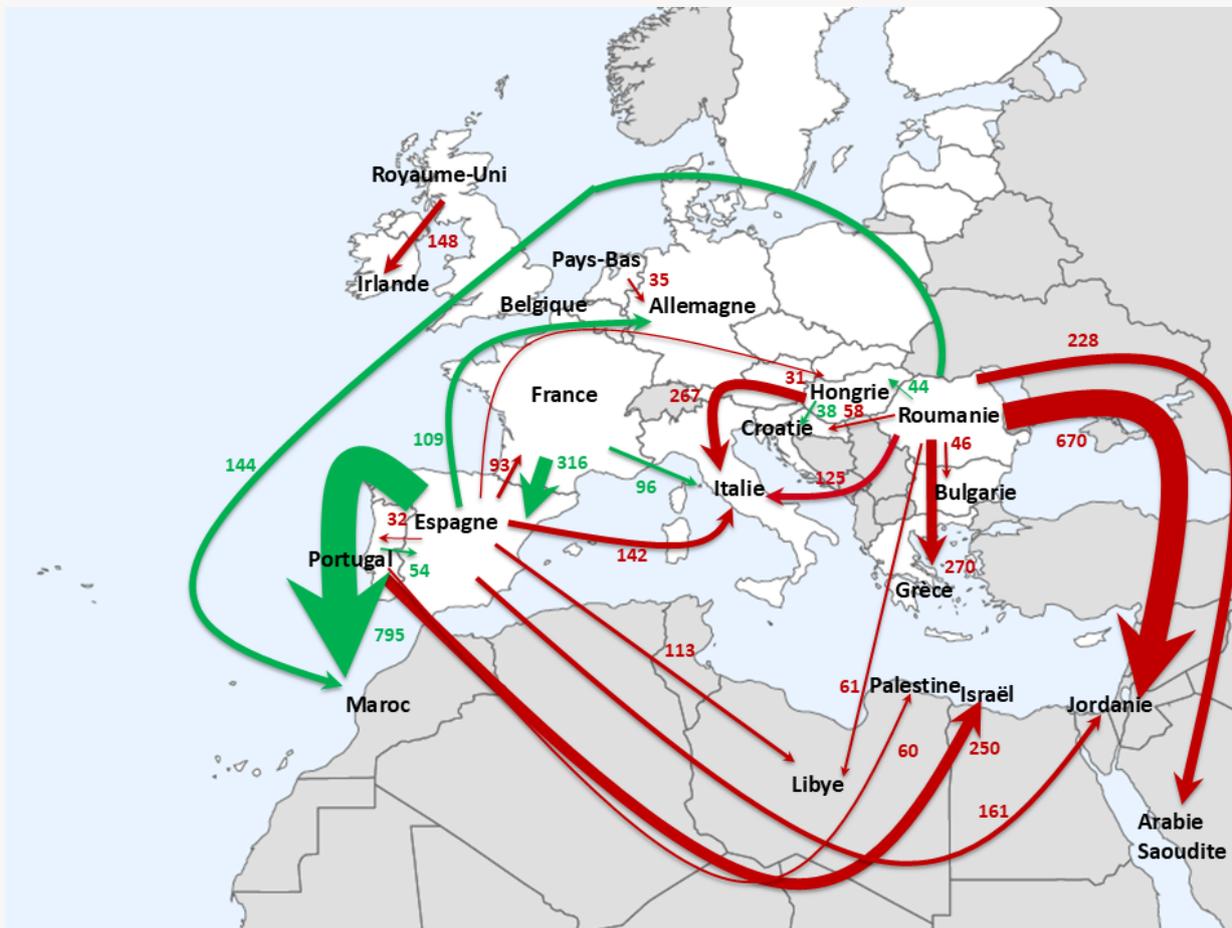
FLUX D'OVINS VIVANTS 2024

FIG. 2 : PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS*

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers baissent en 2024, après trois années de progression et ce malgré la forte demande marocaine.

2,7 millions de têtes

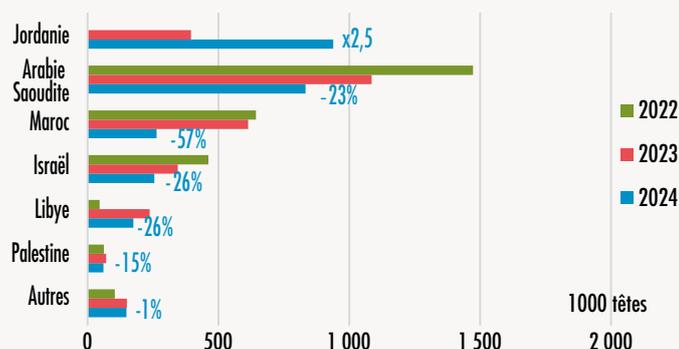
C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2024



*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 têtes sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2023 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 3 : EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS PAR DESTINATIONS

Les envois de l'UE à 27 étaient constitués à 76% d'agneaux en 2024, contre 69% en 2023, 62% en 2022 et seulement 33% en 2021.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les envois d'ovins par les pays de l'UE à 27 sont repartis à la baisse en 2024, après trois années de hausse. D'une année sur l'autre, elles reculent de 8%, soit -223 000 têtes.

Le **Maroc** devient le 1^{er} client de l'UE en 2024, avec 938 000 ovins achetés (contre 395 000 l'an passé, pour la 1^{ère} année d'échanges), laissant la 2^{ème} place à la Jordanie (-23% /2023). On observe des baisses chez tous les autres principaux clients de l'UE (Arabie Saoudite, Israël, Libye, Palestine).

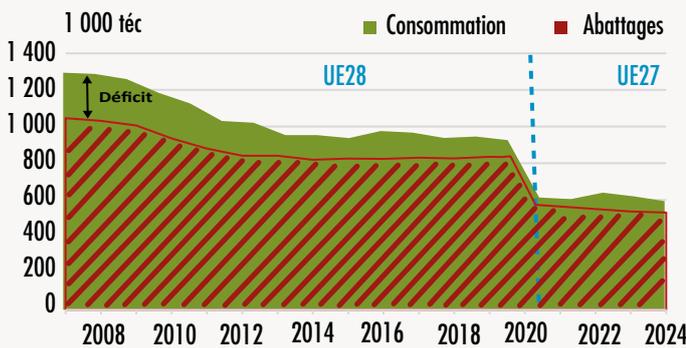
La **Roumanie** reste le 1^{er} exportateur communautaire (44% des envois vers les pays tiers contre 52% en 2023) malgré des ventes en repli de 19% /2023, à 1,2 M de têtes : le pays a suspendu ses envois vers de nombreux pays après la détection sur son territoire de cas de peste des petits ruminants en juillet 2024. Viennent ensuite l'**Espagne**, avec 21% des effectifs envoyés vers les pays tiers (31% en 2023), en hausse de 22% /2023, puis la **Hongrie**, dont les ventes ont explosé entre 2023 et 2024 (x28), à 11% des envois totaux de l'UE-27, et le **Portugal**, avec 10% des envois, en baisse de 20% /2023.

Dans le détail, les exportations européennes d'**agneaux vivants** ont de nouveau progressé, de 8% /2023, à 2,2 M de têtes tandis que celles des **ovins adultes** ont à l'inverse de nouveau chuté, de 43% /2023, à 507 000 têtes.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

FIG. 4 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

TAB. 1 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 27

1 000 téc	2021	2022	2023	2024	2024/23
Abattages	517	522	494	466	-6%
Importations de viande	118	146	149	146	-2%
Exportations de viande	37	35	31	27	-13%
Consommation par bilan	597	632	612	585	-4%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

Le disponible en viande ovine de l'UE à 27 poursuit sa baisse en 2024

La **production** de viande ovine dans l'UE à 27 a reculé pour la 2^{ème} année consécutive entre 2023 et 2024, de 6%, à 466 000 téc. L'importante baisse des abattages chez les principaux producteurs comme l'Irlande (-10% /2023), l'Espagne (-6% /2023), la France (-7% /2023) ou encore la Grèce (-7%), n'ont pu être compensées par des hausses chez de plus petits pays d'élevage ovin (+12% au Portugal et +11% en Bulgarie).

Les **exportations** de viande ovine de l'UE à 27 à destination des pays tiers baissent au moins depuis 2020 et 2024 n'a pas fait exception : le recul s'est même légèrement accentuée faute de production chez la plupart des exportateurs (-13% contre -12% entre 2022 et 2023).

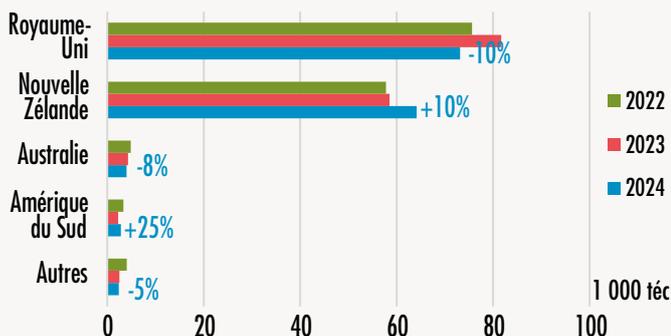
Les **importations** de l'UE à 27 ont baissé (-2% /2023) après deux années de hausse : la chute en provenance du Royaume-Uni (- 8 550 téc), n'a pu être amortie par la hausse de Nouvelle-Zélande (+ 5 600 téc). Malgré une baisse des exports, le recul des imports associé à une baisse de la production ont entraîné une réduction des disponibilités **en viande ovine de l'UE-27** (-4% à 585 000 téc), pour la 2^{ème} année consécutive (voir fig. 4).

Avec une nouvelle hausse de la **population** de l'UE à 27 (+0,4% à 449 millions d'habitants) au 1^{er} janvier 2024, la consommation par habitant a légèrement baissé, passant de 1,37 à 1,30 kgéc entre 2023 et 2024. Le taux d'auto-provisionnement de l'UE à 27 est passé de 81% à 80%.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2024

FIG. 5 : IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE À 27



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les achats européens (UE à 27) de viande ovine ont baissé en 2024 (-2% /2023).

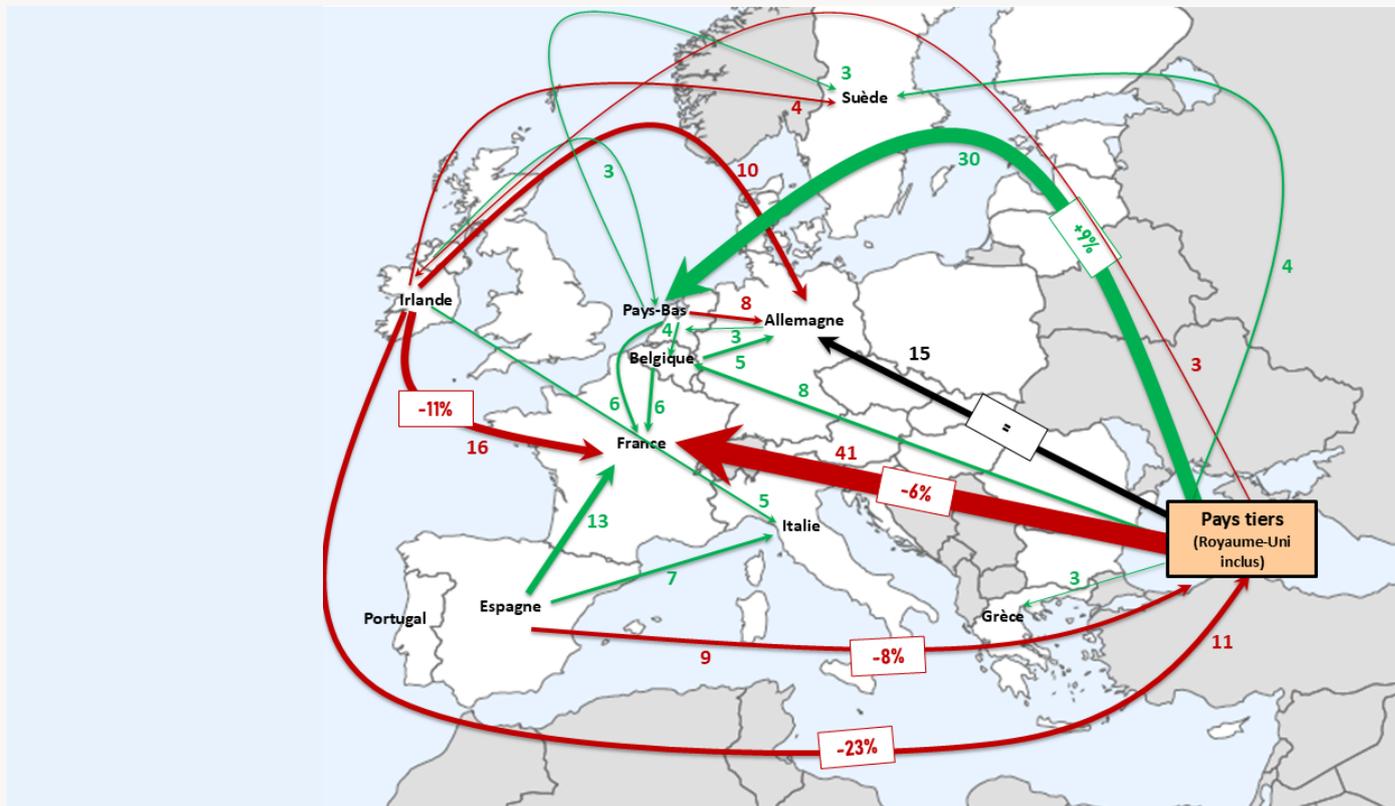
La situation s'est dégradée pour la filière ovine britannique en 2024 : les envois de viande ovine vers l'UE à 27 ont baissé de 10% /2023, à 73 000 téc. Post-Brexit, le Royaume-Uni reste le 1^{er} fournisseur de l'UE à 27 avec 50% des volumes totaux mais la Nouvelle-Zélande s'en rapproche, avec 44% des volumes, ayant accru ses expéditions de 10%, à 64 000 téc. Viennent ensuite l'Australie (-8% à 4 000 téc) et l'Amérique du Sud (+25% à 2 800 téc).

Les prix mondiaux ont augmenté et la valeur moyenne des viandes importées a donc gagné 4% /2023, à 8,77 €/kg éc.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2024

FIG. 6 : LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2024

La France reste le 1^{er} pays importateur parmi ceux de l'UE à 27 et en 2024, ses imports en provenance des pays tiers, qui représentent depuis le Brexit les flux les plus importants entre l'UE et les autres pays, étaient en nette baisse d'une année sur l'autre. Le Pays-Bas, plateforme de réexport, est le 2^{ème} importateur de l'UE, même si les volumes ne lui sont bien souvent pas destinés : la majeure partie de ses imports provient des pays tiers et ces derniers, comme ceux importés des autres États membres, progressent en 2024. Au sein des pays tiers, ce sont principalement la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni qui fournissent les pays de l'UE. L'Irlande, 1^{er} exportateur de l'UE a vu ses envois diminuer nettement en 2024, vers tous ses principaux clients, sauf l'Italie et les Pays-Bas.



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés.

Importations françaises sans le réexport estimé de viande ovine britannique.

Les flux en augmentation par rapport à 2023 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

TAB. 2 : CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent UE-27 d'importations de viande ovine néozélandaise a de nouveau augmenté d'une année sur l'autre en 2024 et a été davantage utilisé.

	2022		2023		2024	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	114 184	56%	125 769	52%	125 769	57%
Argentine	19 090	6%	19 090	4%	19 090	8%
Australie	5 851	95%	5 851	86%	5 851	82%
Chili	8 428	18%	8 628	14%	8 727	16%
Uruguay	4 759	20%	4 759	11%	4 759	5%
Autres	468	0%	468	0%	468	0%
TOTAL	152 780	48%	164 565	45%	164 664	48%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane hors contingents (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net).

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après la Commission européenne

En 2024, le contingent attribué à la Nouvelle-Zélande (les 3/4 du contingent global) s'est stabilisé, à 125 769 t. Il a été rempli à 57% contre 52% en 2023, en lien avec une hausse des envois néozélandais vers l'UE cette année-là (voir tab. 2). On note aussi une nouvelle hausse du contingent depuis le Chili, qui a gagné 200 t entre 2021 et 2022 puis entre 2022 et 2023 et enfin 99 t entre 2023 et 2024, possiblement dans une optique de rééquilibrage post-Brexit. Le contingent attribué aux pays sud-américains (20% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a lui aussi été davantage utilisé, à 9% contre 8% en 2023. Le quota australien (4% du contingent global), assez limité, a une nouvelle fois été moins utilisé (à 82%, contre 86% en 2023 et 95% en 2022). Malgré une baisse des exportations vers la Chine, l'Australie a préféré aiguiller ses envois vers d'autres pays que l'UE-27, notamment vers le Moyen-Orient.

Au total, 86 000 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2024, l'essentiel étant les 55 000 téc du contingent néozélandais.

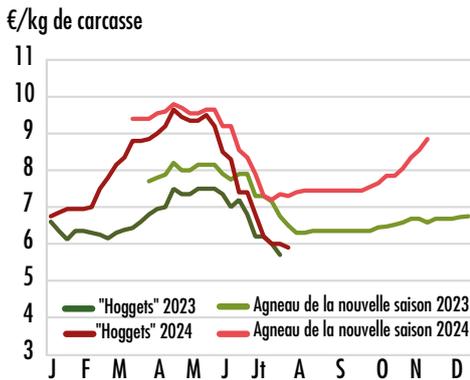
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2024)

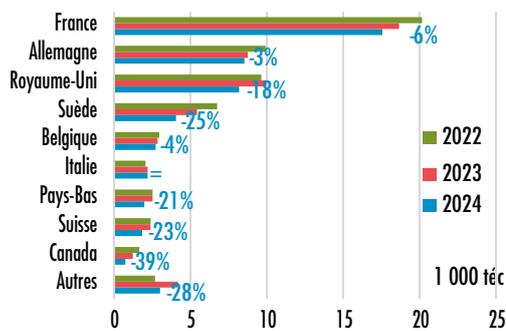
- Cheptel : 2,5 millions de brebis et agnelles saillies (-3%/2023)
- Consommation : 3,0 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 80%

FIG. 7 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

FIG. 8 : EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

TAB 3 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/23
Abattages	66	66	63	68	70	63	-10%
Importations de viande ovine	7	6	6	9	5	3	-40%
Exportations de viande ovine	60	62	54	61	57	50	-12%
Disponible*	13	11	16	17	18	16	-11%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec très grande prudence.

Baisse de la production et des exportations irlandaises en 2024

La production de viande ovine se replie nettement

Selon Eurostat, le **cheptel** reproducteur ovin irlandais s'est de nouveau replié fin 2024, de 2,5% /2023, à 2,5 M de têtes : l'âge élevé des éleveurs et la concurrence de l'élevage laitier pour les terres agricoles expliquent en partie ce repli. Le nombre de réformes en 2024 a pourtant encore diminué, de 15% /2023 à 358 000 têtes. Leur poids de carcasse a augmenté (+0,5 kgéc à 25,9 kgéc), aboutissant à une baisse plus modérée des volumes, de 13% soit -9 300 téc. Les abattages d'agneaux ont quant à eux baissé de 9% en effectifs comme en volume, à 2,5 M de têtes, avec un poids moyen de carcasse stable (21,6 kgéc). Les sorties d'agneaux ont baissé tout au long de l'année comparé à 2023.

Après deux années de hausse, les **importations d'ovins vifs britanniques** (surtout d'Irlande du Nord) sont reparties à la baisse en 2024 (-16% soit -68 000 têtes) du fait d'un manque d'offre au Royaume-Uni. Elles représentaient alors 10% des abattages ovins. Associé à la baisse du cheptel de mères, cela a entraîné un **recul de la production de 10% /2023**, à 62 950 téc, après avoir atteint un haut niveau en 2023 (pas atteint depuis 2006).

Des exportations contraintes par une baisse de la production

En 2024, la baisse des **exportations de viande ovine** s'est nettement accentuée en volume (-12% à 50 000 téc, après avoir reculé de 6% entre 2022 et 2023). En valeur, le repli est bien plus modéré (-3% à 380 M€), du fait d'une hausse notable de la valeur de la viande irlandaise. À 7,60 €/kg éc en 2024, le prix moyen de la viande ovine exportée a en effet augmenté de 0,70 €/2023, après une légère baisse en 2023.

La part de la production exportée est passée de 82 à 80%. Le manque d'offre n'a pas permis à la filière irlandaise de développer ses exports, malgré le recul de sa principale concurrente, la viande britannique. La Nouvelle-Zélande et l'Australie en ont de nouveau profité pour gagner des parts sur le marché britannique.

La France est restée le 1^{er} **client** de l'Irlande (voir fig. 8), malgré une baisse des volumes de 6% /2023, à 18 000 téc. Les ventes de viande ovine irlandaise ont globalement reculé vers tous les principaux clients : l'Allemagne, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas et le Canada, mais aussi la Suisse et l'Italie. Elles ont baissé de 8% vers l'UE à 27 (39 000 téc) et de 24% vers les pays tiers, à 11 000 téc, avec notamment -18% vers le Royaume-Uni. Les exportations étaient **constituées à 66% de viandes réfrigérées avec os** (62% en 2023), à 18% de viandes réfrigérées désossées (idem en 2023 et 2022), à 11% de viandes congelées désossées (13% en 2023) et à 5% de viandes congelées avec os (6% en 2023).

Nette hausse des cours de l'agneau irlandais

À 7,90 €/kg de carcasse en moyenne sur 2024, le **cours** du « hogget » a nettement augmenté (+1,20€/kg), retrouvant sa tendance haussière, après un repli en 2023. La cotation moyenne des agneaux de printemps s'est également appréciée, de +1,33 €/kg, à 8,36 €/kg de carcasse. Le manque de sorties des élevages explique cette hausse des cours.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

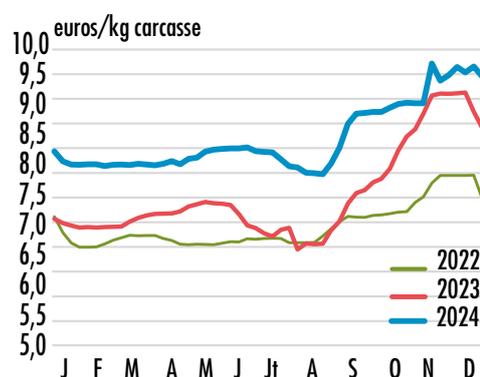
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2024)

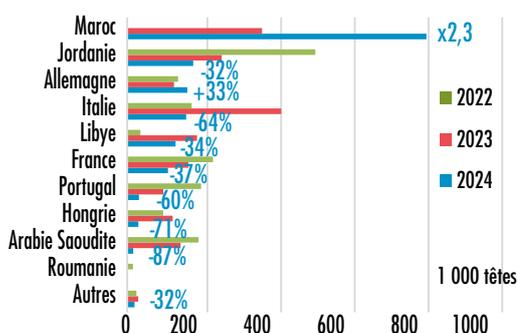
- Cheptel : 10 millions de brebis et d'agnelles saillies (+1%/2023)
- Consommation : 1,35 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 44%
- Exportations d'ovins vivants : 1,6 million de têtes

FIG. 9 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

FIG. 10 : EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Un marché espagnol en rémission

Malgré une demande marocaine dynamique, les exports de vifs diminuent

Depuis 2018, la part des ovins produits destinés à l'export en vif ne cesse d'augmenter en Espagne et 2024 ne fait pas exception : 17% des ovins sont concernés contre 9% en 2018. Après le bond de 2023, les **exportations espagnoles d'ovins vivants**, constituées à 90% d'agneaux, sont reparties à la baisse, de 12% /2023, totalisant 1,6 M de têtes, dont 1,1 M de têtes vers les pays tiers (+22% /2023) et 446 000 têtes vers les autres États membres de l'Union européenne (-48%). La forte demande **marocaine**, qui a plus que doublé d'une année sur l'autre (+445 000 têtes), a été contrebalancée par de nets reculs en **Italie** (-258 000 têtes), en **Arabie Saoudite** (-110 000), en Jordanie (-77 000), en Hongrie (-75 000) ou encore en Libye (- 58 000) et en France (- 55 000).

Les **importations** espagnoles d'ovins vivants, constituées aux 3/4 d'agneaux de lait français, ont quasiment baissé de moitié entre 2023 et 2024, atteignant 265 000 têtes.

Le cheptel reproducteur espagnol se stabilise après des années de baisse

Les **sorties** d'ovins des exploitations espagnoles ont reculé pour la 3^{ème} année consécutive, de 2% /2023, après un repli de 12% entre 2022 et 2023.

Le nombre de **réformes** a atteint 682 000 têtes, baissant de nouveau, de 24% /2023, soit 21% sous la moyenne quinquennale. Leur poids moyen de carcasse a par ailleurs nettement augmenté, de +1,63 kgéc, si bien qu'en volume, la baisse était plus modeste (-19% à 17 000 téc). Les éleveurs espagnols semblent avoir la volonté de recapitaliser leur **cheptel** reproducteur après trois années de baisse en raison de la sécheresse. Ce dernier était d'ailleurs en légère hausse fin 2024 (+1% à 10,0 M de têtes). La **FCO**, réapparue en Espagne en juin 2024 après quatre ans d'absence, peut aussi expliquer la baisse des abattages ovins.

Les abattages **d'agneaux** ont eux aussi de nouveau reculé, de 4% en effectifs, à 7,2 M de têtes et de 3% en volume (82 000 téc), via un léger alourdissement de leurs carcasses, passant de 11,3 à 11,4 kgéc. In fine, la **production** espagnole abattue a diminué, de 6% /2023, soit 99 000 téc (voir tab. 4). Les productions espagnoles de viande bovine, de volaille ou de porc, ont par ailleurs augmenté.

La hausse de la cotation de l'agneau espagnol s'accroît

La **cotation** de l'agneau lourd espagnol entrée abattoir a de nouveau démarré l'année bien au-dessus de ses précédents niveaux du fait d'un manque d'offre en agneaux. À **8,49 €/kg** en 2024, elle a augmenté pour la 5^{ème} année consécutive, de +0,94 €/kg de carcasse comparé à 2023.

Cela s'est de nouveau répercuté sur les prix de vente aux consommateurs et les Espagnols, avec un portefeuille toujours diminué du fait de l'inflation, ont alors moins acheté d'agneau en 2024.

Léger regain des exportations de viande ovine

Malgré un nouveau recul des volumes abattus, les **exportations de viande ovine** se sont légèrement redressées d'une année sur l'autre, de **1% /2023, à 43 000 téc**. La part de la production exportée a atteint un record sur les dernières années, à 44% en 2024. Les envois ont progressé vers la France (+3% à 18 000 téc) 1^{er} client de l'Espagne. Ils ont régressé fortement vers le Royaume-Uni (-60%) et la plupart des pays du Moyen-Orient, avec un arrêt vers Oman, - 65% vers le Qatar, -77% vers les Emirats Arabes Unis et -35% vers Israël. La **réouverture du marché algérien**, fermé en 2018, a contrebalancé ces baisses.

TAB 4 : BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

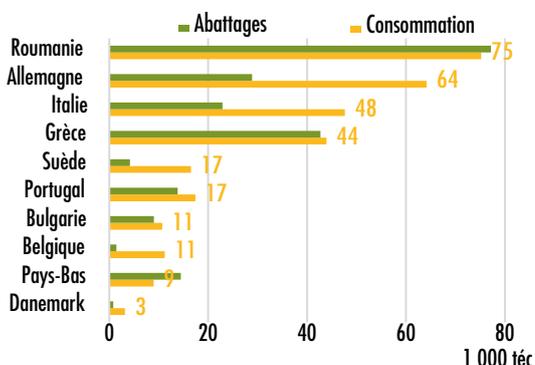
1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/23
Abattages	121	115	120	119	105	98	-6%
Importations de viande ovine	8	5	6	8	6	10	+53%
Exportations de viande ovine	43	40	51	47	42	43	+1%
Consommation par bilan	85	79	75	80	70	65	-6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

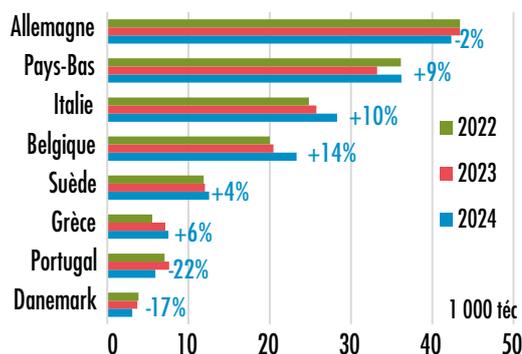


FIG. 11 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE



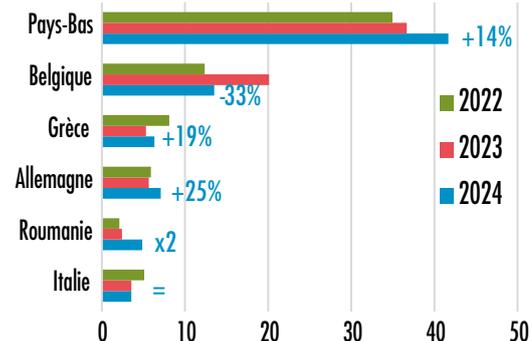
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 12 : IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 13 : EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Légère hausse de la consommation de viande ovine

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 11% de la production et 19% de la consommation européennes de viande ovine en 2024. **Déficitaires en viande ovine**, hormis les Pays-Bas, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes **plateformes d'échanges** qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,6 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,0 kg éc en Belgique, 0,8 kg éc en Allemagne, 0,5 kg éc au Danemark et aux Pays-Bas).

En 2024, les abattages ont chuté chez tous ces pays, avec -5% en **Allemagne** (à 29 000 téc), -34% au **Danemark** (à 800 téc), -20% aux **Pays-Bas** (à 14 000 téc), -12% en **Belgique** (à 1 500 téc) et -11% en Suède (à 4 000 téc).

Au **Danemark**, la baisse notable des importations de viande ovine (-17%), associée à cette chute de la production (-34%), a provoqué un repli de 3% du disponible en viande ovine, à 3 200 téc.

Aux **Pays-Bas** le disponible a baissé de 21% (à 9 000 téc) malgré une hausse de 9% des importations de viande ovine, comme en Belgique et en Suède, où le disponible a baissé de respectivement de 30% et 9%, avec des importations en hausse de 14% et 4%.

En **Allemagne**, le disponible a lui aussi reculé, de 27% (à 64 000 téc) avec une baisse de 2% de ses importations.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Hausse de la consommation, sauf en Grèce

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 36% de la production et 35% de la consommation de viande ovine de l'UE à 27 en 2024. La viande y est issue de **cheptels à dominante laitière** et la consommation porte essentiellement sur des **agneaux légers**. La consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (4,2 kg éc) et en Roumanie (3,9 kg éc), mais plus faible au Portugal (1,6 kg éc) et en Bulgarie (1,7 kg éc), ainsi qu'en Italie (0,8 kg éc).

En 2024, seules la Bulgarie et le Portugal ont vu leur **production** nationale augmenter, de respectivement 11 et 12%, à 9 000 et 14 000 téc. La production de viande ovine a régressé en Grèce (-7% à 43 000 téc), en Italie (-12% à 23 000 téc) et était stable en Roumanie (77 000 téc).

La **consommation nationale**, calculée par bilan, n'a quant à elle baissé qu'en **Grèce** : la baisse de la production et la hausse des exportations de viande ovine n'ont pu être contrebalancées par la hausse de 6% des importations de viande ovine.

Au **Portugal**, la hausse de production a permis tout à la fois une baisse des imports, une hausse des exports et une hausse du disponible consommable (+14% à 17 000 téc).

En **Bulgarie**, la hausse de la production et la forte baisse des exportations ont contrebalancé la baisse des imports, si bien que le disponible a augmenté de 16% à 11 000 téc.

En **Roumanie**, la consommation a augmenté de 10% d'une année sur l'autre, à 75 000 téc : la production stable et la forte hausse des importations ont contrebalancé le doublement des exports.

En **Italie**, le disponible en viande ovine a de nouveau progressé d'une année sur l'autre (+3% à 48 000 téc), la hausse des importations a dépassé la baisse des volumes produits.



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

L'Europe et les États-Unis plus attractifs que la Chine en 2024

Après plusieurs années de hausse, la production de viande ovine en Chine est repartie à la baisse en 2024, tout comme ses importations. La contraction de la demande chinoise et la baisse des prix qui s'en est suivie rendent ce marché moins attractif pour les grands exportateurs mondiaux. L'Australie et la Nouvelle-Zélande se tournent donc vers l'Europe et l'Amérique du Nord, où la demande est dynamique et les prix sont plus intéressants.

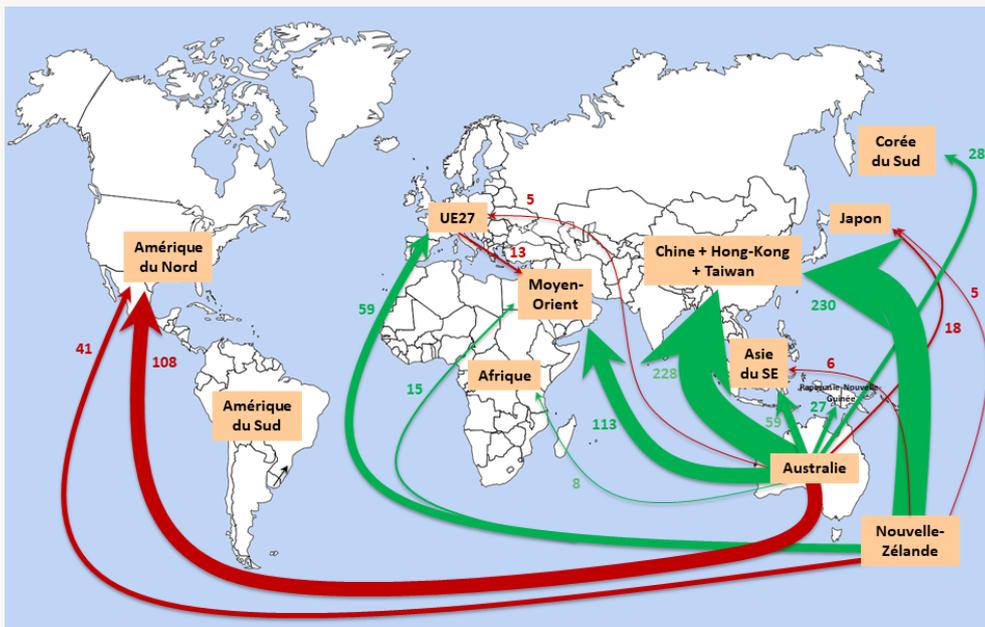


ÉCHANGES 2024

FIG. 1 : LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2024 (1 000 TÈC*)

-16%

C'est la baisse des importations chinoises de viande ovine en 2024



L'année 2024 est avant tout marquée par le repli de la demande chinoise associée à une offre de viande ovine australienne toujours dynamique sur le marché mondial.

Cela a façonné nombre de flux mondiaux : presque tous ceux partant d'Australie sont en hausse (en vert) d'une année sur l'autre, excepté vers la Chine, la Corée du Sud et l'UE-27.

Les Néozélandais ont aussi dû diminuer leurs volumes vers le géant chinois, réorientant leurs flux vers notre marché communautaire.

Le débouchés nord-américain ont été particulièrement porteurs pour les deux pays d'Océanie.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Seuls les flux de plus de 4 000 tÈC sont représentés, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2023 sont en vert, ceux en recul sont en rouge. Il existerait des flux de la Namibie vers l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Sud vers les pays Chine+HK+Taiwan et de l'Uruguay vers le Brésil mais dont on ne connaît pas les volumes.

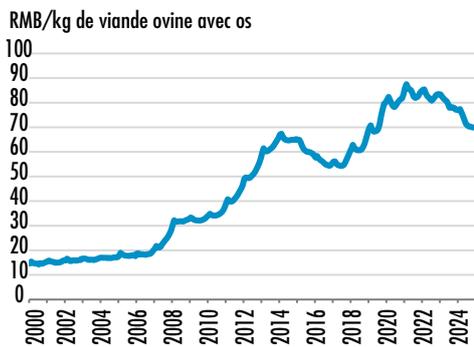


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE

DONNÉES REPÈRES (2024)

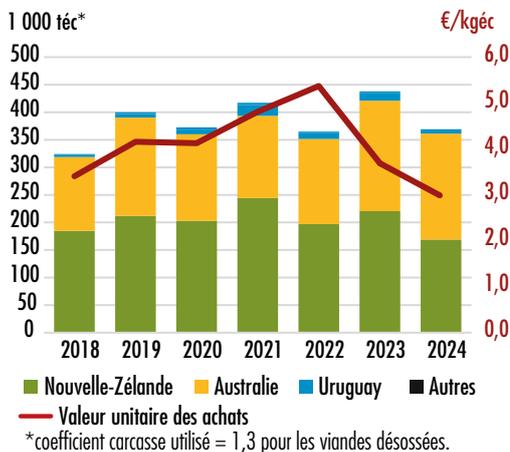
- Cheptel de petits ruminants : 300,5 millions de têtes fin 2024
- Production : 5,18 millions de tonnes en 2024
- Consommation de viande ovine : ≈ 3,9 kg/habitant

FIG. 2 : PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



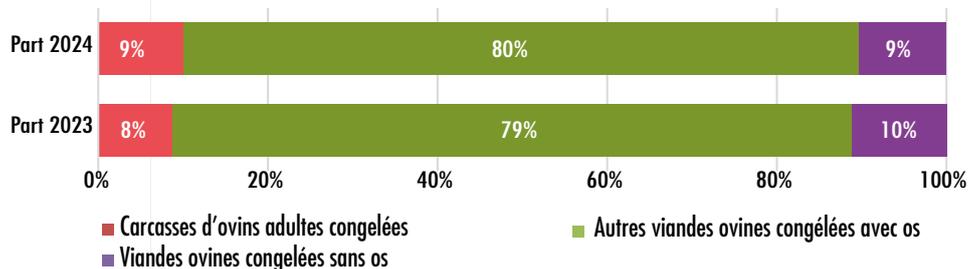
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

FIG. 3 : IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, les Douanes chinoises et NZ Stats

FIG. 4 : COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE EN 2024 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

L'excès de viande ovine sur le marché pèse toujours sur les prix

Après des années de hausse, les abattages de petits ruminants régressent

La baisse du cheptel chinois de petits ruminants, démarrée en 2023, s'est accentuée en 2024, atteignant -7% entre fin 2023 et fin 2024. Le cheptel est ainsi passé à 300,5 M de têtes. La Chine a souffert d'une **surproduction de viande ovine** ces dernières années, ce qui a plombé le marché et fait baisser les prix. En 2024, le nombre de petits ruminants abattus en Chine a reculé de 4% par rapport à l'année précédente, à 323,59 millions. **La production de viande de petits ruminants** (essentiellement ovine) a baissé après de nombreuses années de hausse, atteignant **5,18 M de tonnes**, soit **-2,5% /2023**, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises (BNSC).

Le disponible de viande ovine chinoise a reculé dans son ensemble (-3,5%) en 2024. Le pays a aussi vu sa population baisser pour la 3^{ème} année consécutive fin 2024 : selon le BNSC, le nombre total d'habitants en Chine a diminué de 1,4 M, soit -0,10 %, pour atteindre 1,41 Mds.

Net repli des importations de viande ovine, en volume comme en valeur

Après un record en 2023, les importations de viande ovine en Chine sont reparties à la baisse en 2024, de **16% /2023**, à 369 000 téc, selon les douanes chinoises (voir fig. 3). Elles ont reculé pour la 4^{ème} année consécutive en **valeur**, de 33% /2023, à 1,1 Mds d'€, en raison d'une nouvelle baisse de la valeur unitaire des achats (-20% à 2,94 €/kg éc), qui avait atteint un record en 2022, à 5,37€/kgéc. L'encombrement du marché chinois en viande ovine a pesé sur les prix intérieurs.

La Chine a de nouveau confirmé sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine et la Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 181 000 téc (-21%/2023) et 208 000 téc (-9%). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des imports (91% en volume).

La Chine devrait conserver sa première place en termes d'importation de viande ovine, porcine et bovine pour les prochaines années.

Le recul du prix de la viande ovine s'est encore accentué

Après cinq années consécutives de hausse - dues à un déséquilibre entre la forte demande chinoise (pouvoir d'achat en hausse et population jusque-là croissante) et des abattages insuffisants - le prix moyen de la viande ovine sur le marché chinois s'est **replié** à partir de 2022 et ce repli s'est accentué jusqu'en 2024, sous l'effet d'un marché encombré. Ramené à **72,5 RMB/kg** en moyenne sur l'année, il a reculé de 9% /2023 ; en euros, la chute est plus importante, de 10% à 9,32 €/kg (le RMB s'étant de nouveau déprécié face à l'euro).

À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Serbie, l'Islande et la Lettonie peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément.

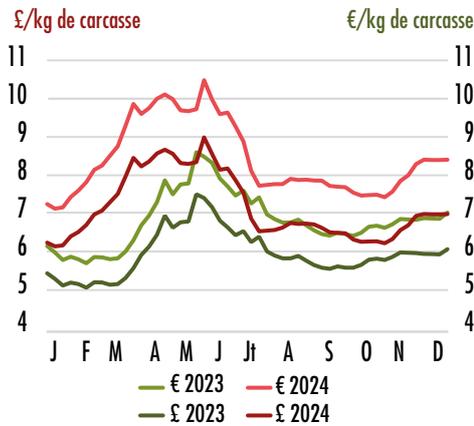


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE ROYAUME-UNI

DONNÉES REPÈRES (2024)

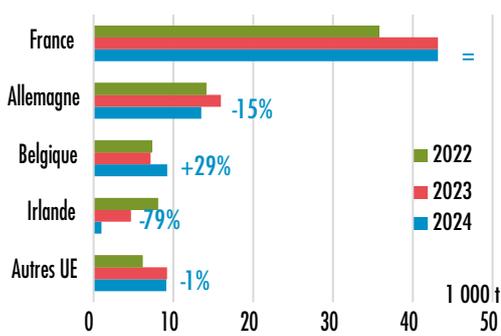
- Cheptel : 13,1 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,8 kg/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 29%
- Part de la production exportée : 30%

FIG. 5 : COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB

FIG. 6 : EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'explosion des imports contrebalance la baisse de production

Le cheptel britannique au plus bas

Le cheptel reproducteur britannique a baissé pour la 2^{ème} année consécutive, de 5% entre décembre 2023 et 2024 selon DEFRA, atteignant 13,1 M de têtes. Il atteint ainsi **son plus bas niveau historique**. La baisse de la production s'est accentuée en 2024, baissant de 7% /2023 à 266 000 t. Comparé à la moyenne des cinq dernières années, le recul est encore plus important, de 8%.

Les abattages d'ovins adultes (-13%) et d'agneaux (-7%) reculent. Cela s'explique par la combinaison d'un cheptel reproducteur réduit et d'une productivité plus faible en 2024. **Le printemps froid et humide** pendant la période des agnelages ainsi que des **cas de FCO-3** dans le pays ont en effet réduit la productivité.

Afflux de viande ovine océanienne dans le disponible britannique

Après un repli en 2023, les importations britanniques de viande ovine ont rebondi en 2024, atteignant le niveau le plus élevé depuis 2018. A 76 150 téc, elles ont en effet progressé de 42%/2023 (voir fig. 6). Elles représentaient 29% du disponible britannique contre 21% en 2023. Après **l'application des accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande** en 2023, les importations en provenance de ces deux pays ont nettement progressé : de respectivement 60% et 58% d'une année sur l'autre, à 21 400 et 44 400 téc en 2024.

Les importations ont augmenté pour parer le manque d'offre et afin de répondre à la demande, qui a atteint des sommets à l'occasion des principales fêtes religieuses. Selon Kantar, **les achats de viande ovine par les consommateurs britanniques ont augmenté de 4% /2023** en volume et de 8% en valeur.

Baisse des exports en volume, hausse en valeur

Le recul de la production a pénalisé les exportations de viande ovine, la hausse des importations ayant essentiellement servi à répondre à la hausse des achats intérieurs. Ainsi, après deux années de hausse, les **exportations** de viande ovine ont baissé de **6% /2023**, à 80 000 téc. Elles ont en revanche progressé en valeur, à 583 M de £ (+7% /2023) ou 689 M d'€ (+10% /2023). Les expéditions vers l'UE ont reculé de 5% sur un an (à 76 000 téc). Même si les flux vers la **France** se sont maintenus et ceux vers la **Belgique** ont augmenté (+2 100 téc), ils se sont effondrés vers la **République d'Irlande** (-3 700 téc) et ont plus modestement baissé vers l'**Allemagne** (-2 500 téc). Les exportations hors UE ont aussi reculé (-9%/2022 à 4 400 téc). La France reste de très loin le 1^{er} client du Royaume-Uni, avec 43 100 téc, selon les douanes britanniques. La part de la production britannique exportée s'est maintenue à 30% en 2024.

Le regain de demande face à une offre basse fait bondir le prix des agneaux

Sous l'effet du repli de l'offre, le cours de l'agneau britannique est reparti à la hausse d'une année sur l'autre en livre sterling (+21% à 7,08 £/kgéc) comme en euros (+24% à 8,36 €/kgéc). Après une dépréciation en 2023, la monnaie britannique s'est de nouveau appréciée face à l'euro en 2024, de 3%.

TAB. 1 : BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/23
Abattages	307	296	266	289	286	266	-7%
Importations de viande ovine	60	57	51	60	53	76	+42%
Exportations de viande ovine	95	88	70	75	85	80	-6%
Disponible	271	264	247	273	254	262	+3%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB et HMRC

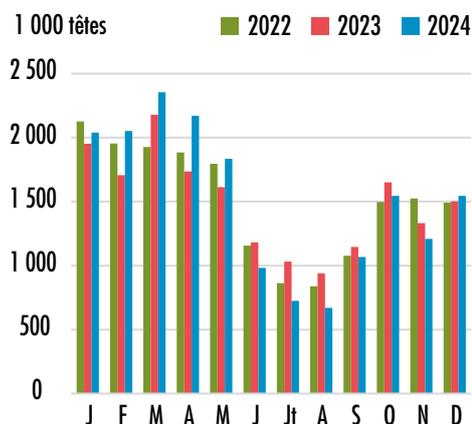
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2024)

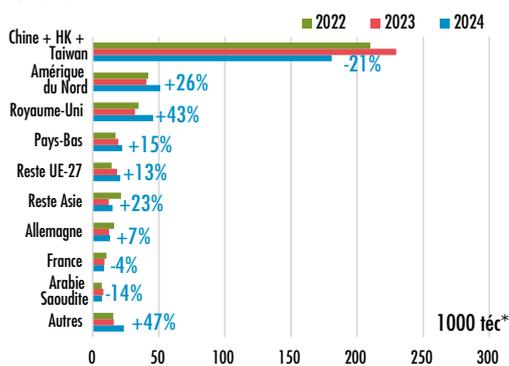
- Cheptel : 23,6 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 431 670 téc
- Part de la production exportée : 90%

FIG. 7 : ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

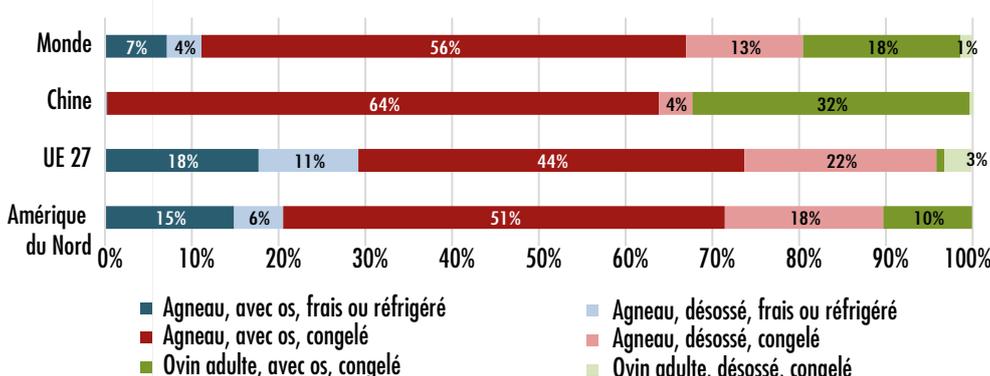
FIG. 8 : EXPORTATIONS NÉOZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

FIG. 9 : COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2024 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Le cheptel ovien repart à la baisse, impactant production et exportations

Léger repli de la production en 2024

Après s'être stabilisé sur la précédente campagne, le **cheptel** ovien néozélandais est reparti à la baisse, atteignant 23,6 M de têtes en juin 2024 (- 3% /juin 2023). Le cheptel de reproductrices a vu sa baisse s'accroître, pour tomber à 14,4 M de têtes (-3%). Le taux d'agnelage a par ailleurs de nouveau baissé (à 127% soit -3 points de % comparé à 2023), pesant sur le nombre total d'agneaux. Beef and Lamb NZ annonce ainsi **une diminution de 5% des sorties d'agneaux au printemps (sept. à nov.) 2024**, à 19 M de têtes : on retrouve la tendance baissière après le sursaut de 2023. En 2024, la sécheresse a frappé dans certaines zones d'élevage du pays, pesant sur l'état des brebis à la reproduction. Sur un plus long terme, c'est le changement d'affectation des terres qui explique cette baisse du cheptel ovien : des fermes ovines et bovines convertissent certaines terres en forêt pour bénéficier de subventions.

La production de viande ovine a baissé de 2% en 2024, à 431 670 téc. Malgré la sécheresse, qui a poussé les éleveurs des zones atteintes à déstocker, dans l'ensemble, les **abattages néozélandais d'ovins adultes** sont repartis à la baisse en 2024 (-8% /2023, à 3,2M de têtes). L'allègement des carcasses, de 26,2 à 25,7 kgéc, a accentué la baisse en tonnages, de 10%, à 83 490 téc. Les abattages néozélandais **d'agneaux** ont progressé, de 1% /2023 à 18,2 M de têtes, et leurs carcasses se sont aussi allégées, de 19,5 à 19,1 kgéc.

Des prix compétitifs et une part plus réduite d'envois vers la Chine

Les **exportations** néozélandaises de viande ovine ont diminué en volume de la même façon que la production, de **2%** /2023, à 388 220 téc (voir fig. 44). En valeur, après un creux en 2023 (-15% /2022), les envois ont reculé de 3% /2023 à 3,6 Mds de \$NZ. Le prix au kilo des envois a encore baissé (-1% à 9,25 NZ\$/kg éc) et davantage en devise européenne (-2%, à 5,17 €/kg éc). La Nouvelle-Zélande s'impose davantage sur le **marché communautaire** avec une hausse de 10% des envois vers l'UE-27, à 64 700 téc. La baisse de la demande **chinoise (-22% à 169 350 téc)** et l'attractivité de l'UE, et même de l'Europe - avec des envois vers le **Royaume-Uni** qui ont bondi (+43% à 45 750 téc) - ont une nouvelle fois réorienté les flux néozélandais à travers le globe. Les envois vers les États-Unis ont également bondi (+28% à 36 700 téc). Avec la prédominance des envois vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme **congelée avec os** est restée élevée à 75% du total (contre 80% en 2023). Le congelé sans os a représenté 14% des envois totaux, le « chilled » avec os 7% et le « chilled » désossé 4%.

Prix de l'agneau sous pression en 2024

Avec des coûts de production qui ont augmenté en élevages et un prix de l'agneau plus bas, la rentabilité des élevages néozélandais a été mise à rude épreuve en 2024. Pour le reste de la campagne, le prix de l'agneau remonte nettement et en moyenne sur 2024-2025, l'agneau cotait près de 8,06 \$/kgéc en sortie de ferme, soit +20%/2023-2024 et +9%/ moyenne sur 5 ans.

¹ Campagne ovine néozélandaise : octobre à septembre

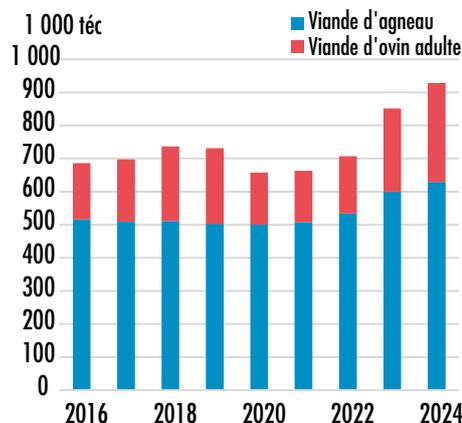


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE

DONNÉES REPÈRES (2024)

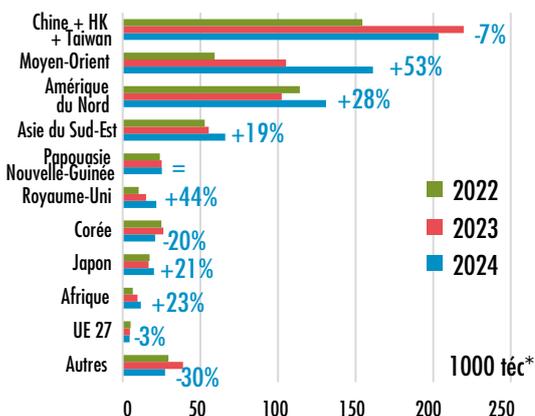
- Cheptel de juin : 79,3 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 430 500 têtes
- Production de viande ovine : 928 200 téc
- Part de la production exportée : 74%

FIG. 10 : PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

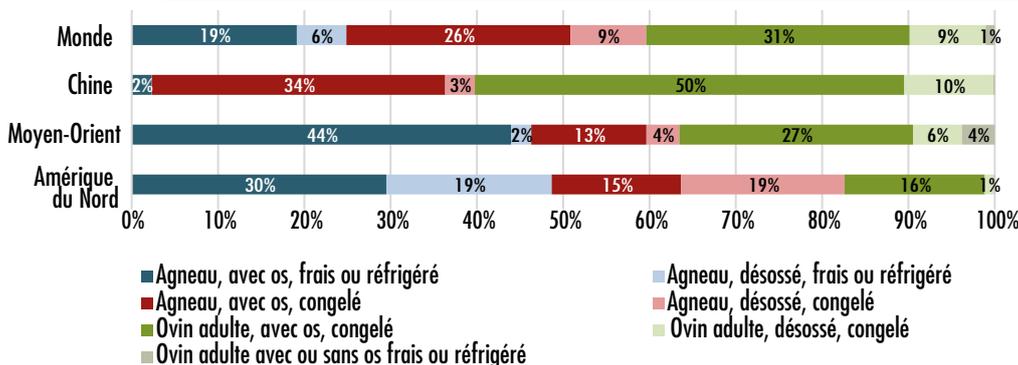
FIG. 11 : EXPORTS AUSTRALIENS DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

FIG. 12 : COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2024 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2024, la production et les envois australiens ont atteint de nouveaux sommets

Le plus haut niveau d'abattage d'agneaux jamais enregistré

Le cheptel ovin australien a continué sa reconstitution, à 79,3 M de têtes en juin 2024, soit +1% /2023. C'est son plus haut niveau enregistré sur 16 ans.

La production australienne de viande ovine a bondi de 9%, à 928 200 téc en 2024. Les effectifs d'agneaux abattus ont eux aussi atteint le plus haut niveau jamais enregistré, de nouveau en hausse de 6% d'une année sur l'autre, à 24,9 M de têtes, grâce à la reconstitution du cheptel entamée en 2020. Le poids des carcasses d'agneaux a de nouveau diminué, de 24,1 à 23,9 kg, portant la production d'agneau à 629 200 t en 2024, soit +5% /2023, qui était déjà une année record. Ce fut également une année record pour la production de viande d'ovins adultes, avec une augmentation de 19% /2023, à 299 000 t, un niveau pas atteint depuis 2001 (voir fig. 10).

Ces niveaux d'abattage élevés observés en 2024 s'expliquent par la combinaison d'un important cheptel ovin national, d'une hausse de la productivité due à une plus grande proportion de races ovines à viande (ex : la White Dorper) par rapport aux mérinos, mais aussi par la volonté de nombreux producteurs de réduire leur cheptel face au bas niveau des prix (en hausse au 2nd semestre), aux conditions climatiques plus sèches dans certains États, ainsi qu'à l'incertitude qui règne dans le secteur de l'exportation d'animaux vivants.

Les envois d'ovins vivants repartent à la baisse

Après un rebond en 2023, les exportations d'ovins vivants par voie maritime ont repris leur baisse pour atteindre 430 500 têtes, soit -37% /2023. A quatre ans de l'interdiction de ces transports au départ d'Australie, le nombre d'ovins exportés diminue progressivement.

Encore un record des exportations de viande ovine, en volume comme en valeur

La hausse du disponible s'est traduite par une hausse des exportations. Composées à 60% de viande d'agneau, elles ont progressé de 14% /2023, à 688 676 téc en 2024. La Chine reste le 1^{er} client de l'Australie mais les envois australiens y ont chuté de 7% /2023, à 193 000 téc. A l'inverse, les demandes du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et d'Asie du Sud-Est ont été particulièrement dynamiques, impliquant des volumes exportés en hausse de 53%, 28% et 19% respectivement. Ces groupes de pays ont représenté 52% des volumes australiens exportés en 2024 contre 44% en 2023. Les envois vers le Royaume-Uni restent dynamiques (+44% à 22 000 téc, après une hausse de 46% en 2023), illustrant l'ALE entre les deux pays, mis en application en mai 2023. Il reste de loin le 1^{er} marché européen de l'Australie.

Après avoir fortement chuté entre 2022 et 2023 sous l'effet d'un trop plein d'agneaux, la valeur au kilo des envois australiens est légèrement remontée en 2024, passant de 4,49 €/kg à 4,57 €/kg entre 2023 et 2024. Cela a engendré une hausse de la valeur exportée de 16% /2023 en euros, à 3,2 Mds d'€ et de 17% en dollars australiens, à 5,2 Mds \$AUS. Après un creux en 2023, la cours australien a rebondi : à 7,5 \$AUS/kg, soit +1,5 \$AUS/kg.



6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Meilleure conjoncture, mais contexte sanitaire délicat

En 2024, les prix des engrais, des carburants et des aliments achetés ont enregistré un net recul, mais d'autres postes, comme l'électricité et les frais vétérinaires, ont continué d'augmenter. L'IPAMPA recule ainsi de 3,7 % en production allaitante (année civile) et 4,2 % pour le lait de brebis (campagne laitière). Dans le même temps, les prix de vente ont progressé : +14,2 % pour les agneaux et +5,1% pour le lait de brebis (FranceAgriMer). Cette bonne conjoncture devrait permettre une hausse du revenu de la majorité des systèmes, à l'exception de ceux touchés par les épizooties de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) et de ceux associant ovins et grandes cultures, pénalisés pour la 2ème année consécutive.

ESTIMATION DES REVENUS 2024

Des évolutions de revenu très différenciées

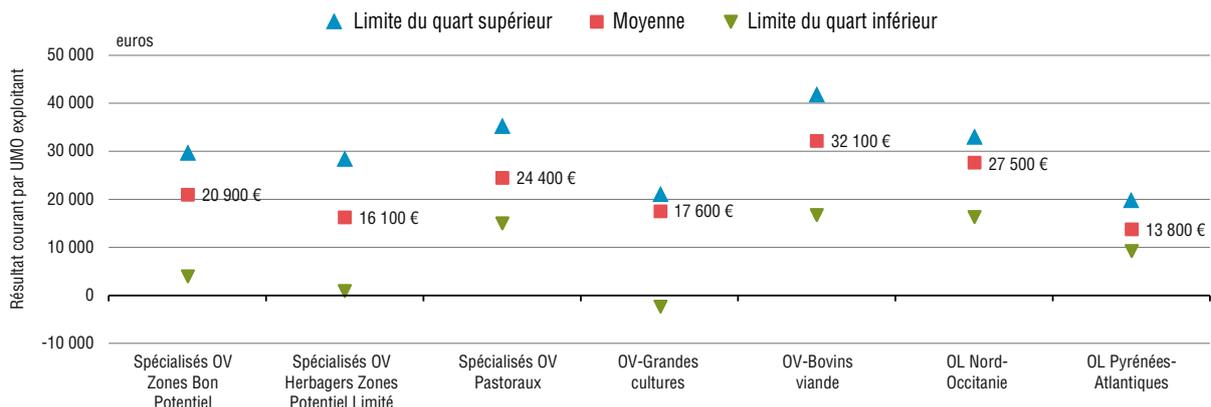
Parmi les spécialisés ovins viande, le revenu des élevages productifs des zones à bon potentiel se redresse (20 900 €/UMO exploitant, soit +24%) : ils ont bénéficié de la forte progression du prix de l'agneau, mais aussi de la diminution du prix des intrants, et la moitié d'entre eux sont situés en dehors des zones touchées par la FCO en 2024. Les spécialisés herbagers des zones à potentiel plus limité, situés à plus de 90% en zones FCO, voient leur revenu stagner (16 100 €/UMO exploitant). Les élevages pastoraux, moins marqués par la conjoncture économique mais également impactés par l'épizootie de FCO, voient aussi leur revenu diminuer, même s'il reste le meilleur des trois groupes spécialisés (-19%, à 24 400 €/UMO exploitant). La situation

est également contrastée parmi les systèmes mixtes : les élevages avec grandes cultures sont impactés par de nouvelles baisses de prix et de rendements (-22%, à 17 600 €/UMO exploitant), alors que ceux avec bovins viande sont tirés par la bonne conjoncture en broutards (+14%, à 32 100 €/UMO exploitant).

Le revenu des élevages laitiers est attendu à la hausse, particulièrement marquée pour les exploitations de la zone Roquefort, autour de 27 500 €/UMO exploitant (+14%). En Pays basque et en Béarn, les revenus augmentent également, mais restent faibles, à 13 800 € (+37%) : le prix des agneaux de lait n'a pas suivi celui des agneaux finis, et la Maladie Hémorragique Épizootique (MHE) a pénalisé le revenu des élevages mixtes ovin lait-bovin viande.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2024

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2024.

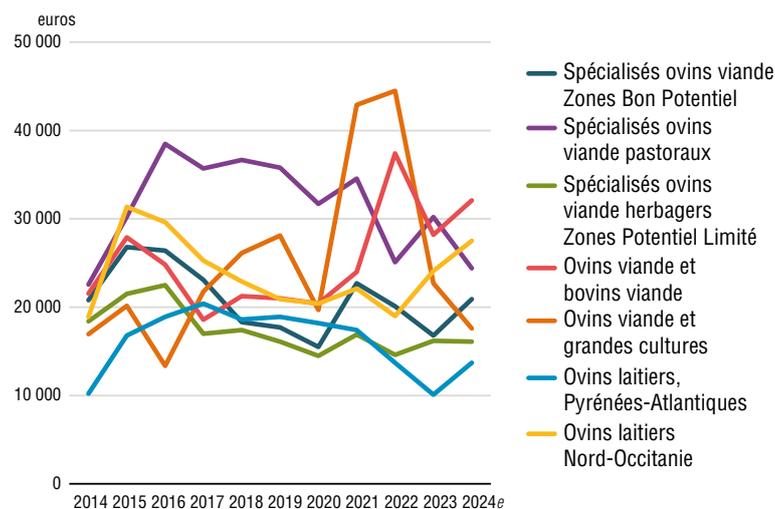


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2024 est établie à partir des résultats de 204 exploitations ovines allaitantes et 44 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif INOSYS-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 13 800 €/UMO (ovins laitiers des Pyrénées-Atlantiques) à 32 100 €/UMO (ovins viande-bovins viande).

FIG. 2 : RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

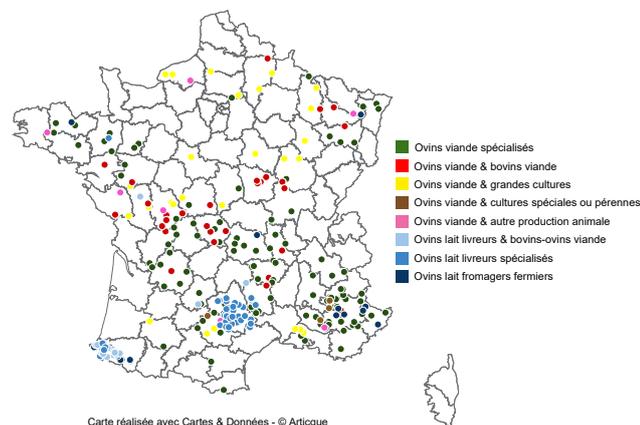
DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage compte 330 exploitations ovines suivies en 2023, dont 240 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont en moyenne nettement supérieurs à ceux des fermes professionnelles françaises mesurés par le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole).



Plus d'informations : [Le nouveau portail INOSYS Réseaux d'élevage](#)

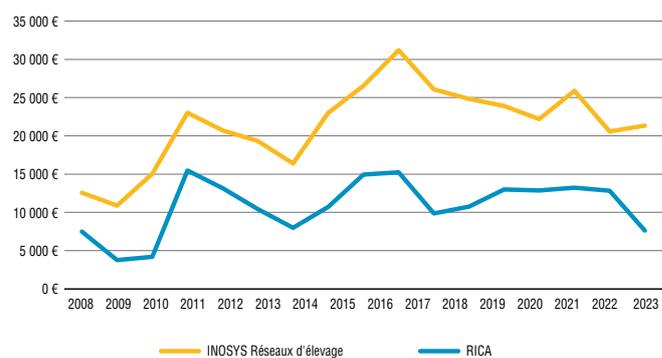
FIG. 3 : LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

FIG. 4 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT DES EXPLOITATIONS OVINES ALLAITANTES

Euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage et RICA (RICA : OTEX 4810, Ovins spécialisés, sans brebis laitières)

TAB. 1 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2023

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	38	49	48	30	39	27	20
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	38 700 €	41 700 €	53 200 €	59 200 €	59 500 €	62 400 €	40 300 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	44%	45%	23%	45%	36%	42%	38%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	22 900 €	22 500 €	38 600 €	37 600 €	37 100 €	31 700 €	14 400 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	16 800 €	16 200 €	30 200 €	22 700 €	28 200 €	24 100 €	10 100 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	20 600 €	22 000 €	40 200 €	29 800 €	37 100 €	37 500 €	25 500 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES 2024

Les évolutions 2024/2023 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement. En production allaitante, les impacts de la FCO intègrent des hypothèses de surmortalité des brebis (5% en zone FCO3, 10% en zone FCO8), et des béliers (15%), mais aussi plus localement une baisse des ventes d'agneaux (surmortalité de 5% pour les agneaux d'herbe en zone FCO3, baisse de 10% des ventes d'agneaux nés en été dans le Massif central). Pour les ovins laitiers, les pertes estimées sur la campagne sont nettement plus faibles : 1,5% de surmortalité brebis dans les Pyrénées et 1% de perte agneaux dans les deux bassins. Des majorations des frais vétérinaires (vaccins, anti-inflammatoires, insecticides) ont également été prises en compte selon les zones. En revanche, mis à part le fonds d'urgence MHE mis en place au début de l'année 2024 pour les élevages mixtes pyrénéens, les indemnités, nationales ou régionales, que pourront toucher les éleveurs en 2025 n'ont pas été prises en compte.

TAB. 2 : PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2024/2023

BASSIN/SYSTÈME	HERBAGERS	FOURRAGERS
PLAINES DU QUART NORD-EST	+14%	+12%
SUD-EST	+13%	
BASSINS RUSTIQUES	+12%	

Source : Observations INOSYS Réseaux d'élevage

TAB. 3 : PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIER

Évolutions régionales 2024/2023

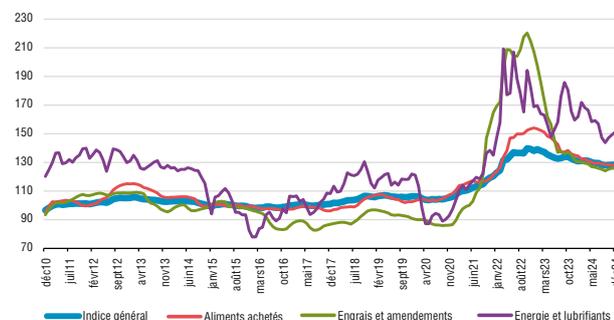
	NORD-OCCITANIE	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	-2%	+0,65%
PRIX DU LAIT	+4,6%	+6,5%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+21%	+1%

Source : FranceAgriMer, Interprofessions, AREOVLA, SIEOL appui technique

TAB. 4 : ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2024/2023
AIDES COUPLÉES ANIMALES	-1,5%
ICH	+1,9%
AUTRES AIDES	Inchangées

FIG. 5 : ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

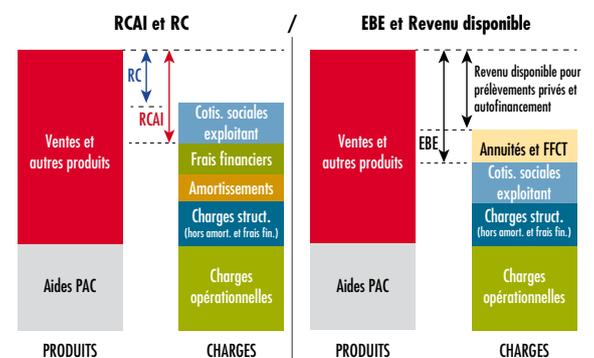
Concernant les charges, les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2024 suivent les tendances nationales issues des IPAMPA ovins viande et lait de brebis.

IPAMPA	ÉVOLUTION OVIN VIANDE (ANNÉE CIVILE)	ÉVOLUTION LAIT DE BREBIS (10/2023-09/2024)
ENGRAIS (06/2023-05/2024)	-31,6%	
ALIMENTS ACHETÉS	-9,3%	-11,0%
CARBURANTS	-10,3%	-8,1%

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2024 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2023 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

FIG. 6 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL

Le revenu se redresse un peu, à 20 900 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 86 ha de SAU dont 72 ha de SFP
- 457 brebis allaitantes

FIG. 7 : LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS

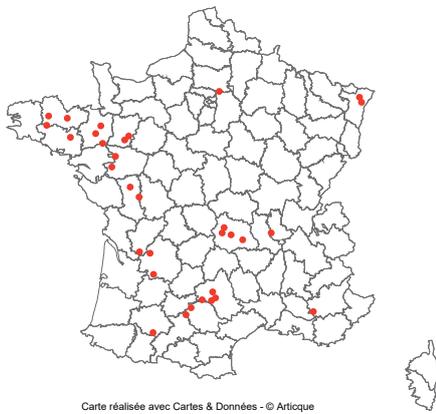
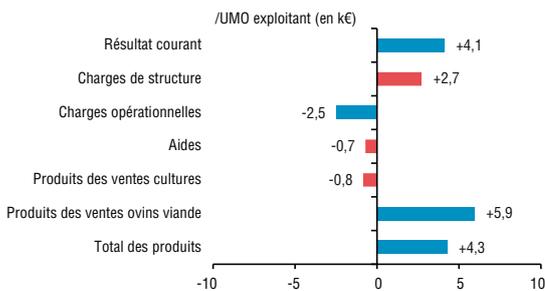


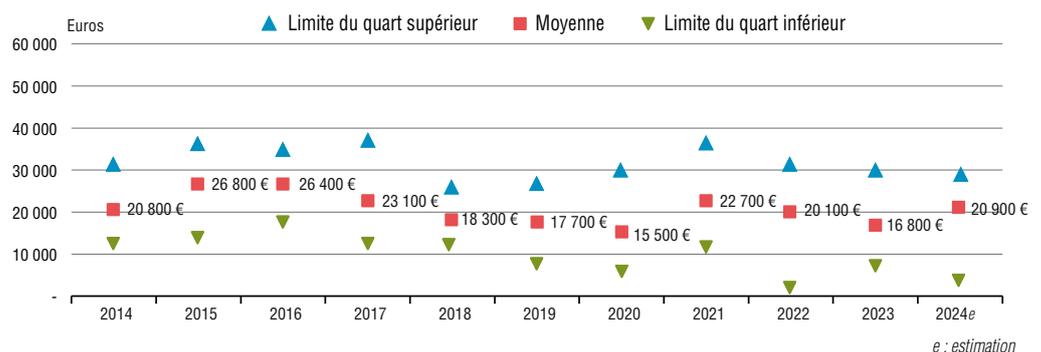
FIG. 8 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 9 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ce groupe est majoritairement localisé entre la façade atlantique et les zones du Ségala et du Lévezou du Sud-Ouest, ainsi qu'en Auvergne. La SAU moyenne est de 86 ha, et 8 exploitations sur 10 produisent des céréales. La valorisation de parcours est relativement marginale, qu'ils soient individuels (5 exploitations) ou collectifs (3 exploitations). Pour sécuriser leur autonomie fourragère, ces exploitations des zones à bon potentiel ont diminué leur chargement : il n'est plus que d'1,1 UGB/ha SFT en moyenne. Ces systèmes contribuent à l'étalement de la production d'agneaux par le fractionnement des mises bas sur plusieurs périodes. Un quart des élevages accélère le rythme d'agnelage.

Moins de 300 brebis par UMO, de la productivité mais aussi une mortalité agneau élevée

Le collectif de travail (1,6 UMO) est essentiellement composé de main-d'œuvre familiale et gère un troupeau moyen de 457 brebis. La productivité numérique de l'échantillon est de 1,39 agneau/brebis, mais elle masque de grandes disparités : de 0,7 à plus de 2 agneaux produits par EMP (effectif moyen présent). Le niveau de prolificité est élevé (172%) et la mortalité moyenne dépasse les 16%.

330 kg de fourrages et 213 kg de concentrés pour des agneaux lourds

98% des agneaux sont vendus lourds, majoritairement engraisés en bergerie, à un poids moyen de 19,2 kg de carcasse. Près de 8 kg de concentrés sont toujours nécessaires pour produire 1 kg d'agneau. Les achats de fourrages ont été maîtrisés et les concentrés autoconsommés représentent près de 40%.

2024 : la baisse des charges opérationnelles compense les augmentations des charges de structure, l'effet prix de l'agneau améliore le résultat

La FCO8 et la FCO3 ont touché quelques exploitations de cet échantillon, avec des intensités très variables. En moyenne, les performances du troupeau sont restées correctes et avec l'embellie du prix de l'agneau, le produit ovins s'est apprécié de près de 6 000 €. À 20 900 €/UMO, le revenu moyen retrouve son niveau de 2022 avec une augmentation de 23% par rapport à 2023, mais la situation du quartile inférieur se dégrade encore avec à peine 4 000 € de résultat courant.

La conjoncture 2024 est plus favorable aux exploitations les plus techniques et les plus pâturantes

On trouve dans le quart supérieur de notre échantillon des systèmes bénéficiant de plus grandes structures et de meilleurs potentiels (1,2 UGB/ha de SFT vs 1,1 UGB/ha pour les 3 autres quartiles). Leur productivité numérique (1,52) est supérieure à la moyenne du groupe (1,39), avec moins de fourrages distribués (304 kg/brebis vs 330). Les agneaux sont vendus à un poids élevé, plus de 19 kg en moyenne, ce qui amplifie l'effet de la forte augmentation du prix du kg de carcasse. Même s'ils sont moins autonomes en concentrés (30% vs 39%), leur consommation reste maîtrisée ce qui leur permet de dégager une marge brute de 161 €/brebis.

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ

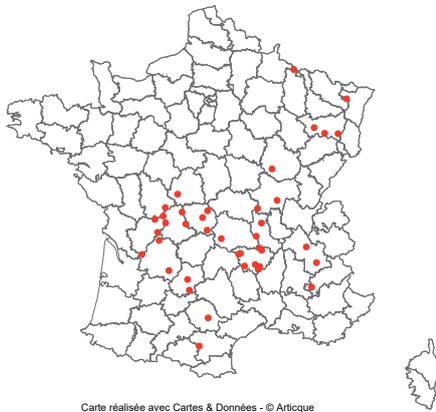
Affecté par la FCO, le revenu se stabilise à 16 000 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

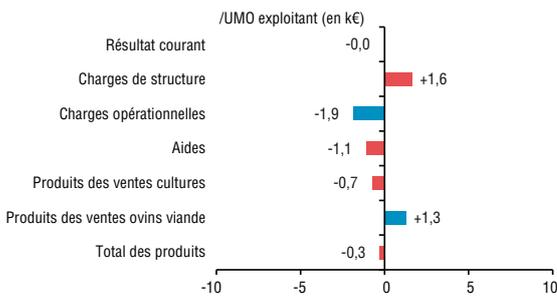
- 1,4 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 87 ha de SFP
- 18 ha de parcours individuels
- 529 brebis allaitantes

FIG. 10 : LOCALISATION DES 49 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

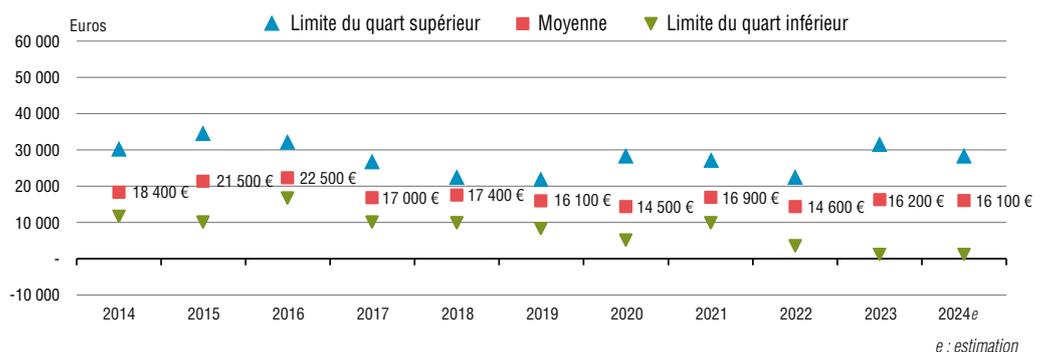
FIG. 11 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 12 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Le groupe des spécialisés herbagers des zones à potentiel limité couvre les principales zones de production, hormis la zone pastorale du Sud-Est. Ces exploitations disposent d'une SAU de 97 ha, mais au potentiel généralement limité. Le chargement moyen est de 0,8 UGB/ha SFT. La présence de surfaces pastorales concerne 18% des exploitations, avec une moyenne de 96 ha et un chargement nettement inférieur au reste du groupe.

Des coûts alimentaires trop élevés pour le niveau de productivité

La part des agnelages de contre-saison et des agneaux produits en bergerie n'est pas négligeable dans ces systèmes herbagers : si un tiers des exploitations n'a qu'une seule période de mise bas (en hiver ou au printemps), un autre tiers fonctionne avec 2 périodes de mises bas, sans accélération, et le dernier tiers recourt plus ou moins à l'accélération des agnelages. La consommation de fourrage distribué à l'auge est donc relativement importante (290 kg MS/brebis). La complémentation des brebis et la finition des agneaux nécessitent 176 kg de concentré par brebis, un niveau assez élevé au regard de la productivité pondérale par brebis. Si ces exploitations sont autonomes en fourrages, les 10 ha de culture de l'exploitation ne couvrent qu'un quart des besoins en concentré.

Une productivité numérique toujours à la peine, alors que le prix de l'agneau s'envole !

Ces exploitations produisaient en moyenne 1,16 agneau/brebis en 2023. En 2024, la FCO a fortement touché certains élevages, limitant les effets de la hausse du prix de l'agneau et de la baisse des charges opérationnelles. La marge brute moyenne progresserait tout de même, atteignant 100 €/brebis. Dans ce contexte, pour ces exploitations faiblement chargées, l'augmentation de la troupe comme l'amélioration de la productivité des brebis restent des objectifs prioritaires pour améliorer le revenu. D'autres marges de progrès portent sur une meilleure gestion des concentrés, pour réduire le coût alimentaire, ou encore sur l'alourdissement des agneaux (18,5 kg de carcasse en moyenne), en fonction des débouchés.

Des résultats économiques toujours faibles

Malgré l'amélioration du produit de l'atelier ovin et la baisse des charges opérationnelles, le résultat courant n'augmente pas en 2024, en raison de la hausse des charges de structure, de la baisse des aides et du recul du produit des cultures. Il se stabiliserait à un niveau proche de 16 000 €/UMO exploitant, soit le niveau moyen de revenu observé depuis 2017 et le plus faible des trois groupes spécialisés.

Quart supérieur : des systèmes économes en concentré et plus pâturants

Les exploitations aux meilleurs revenus (quart supérieur) se caractérisent par une part plus importante du pâturage dans l'alimentation des brebis. Elles ne distribuent que 210 kg MS de fourrages/brebis (contre 310 kg en moyenne pour l'ensemble du groupe) et 150 kg de concentrés (contre 180 kg), soit 6,9 kg/kg de carcasse d'agneau produit (contre 8,7 kg). Elles consomment donc 20% de concentrés en moins, tout en maintenant le niveau de productivité des brebis (à 1,16) et la part d'agneaux lourds (97% contre 95%).

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

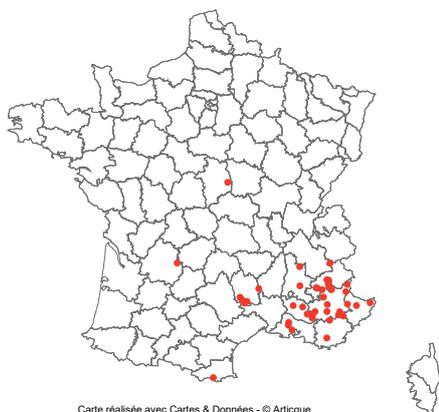
Net recul du revenu sous l'effet de la FCO, à 24 400 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

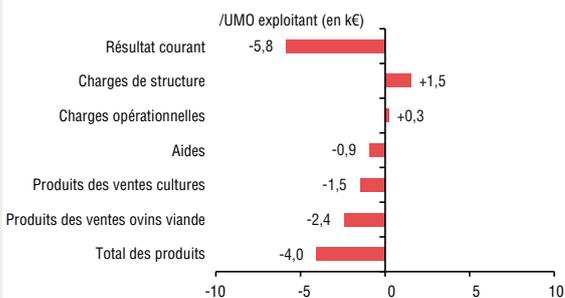
- 2,0 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 64 ha de SAU dont 54 ha de SFP
- 300 ha de parcours individuels
- 582 brebis

FIG. 13 : LOCALISATION DES 48 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

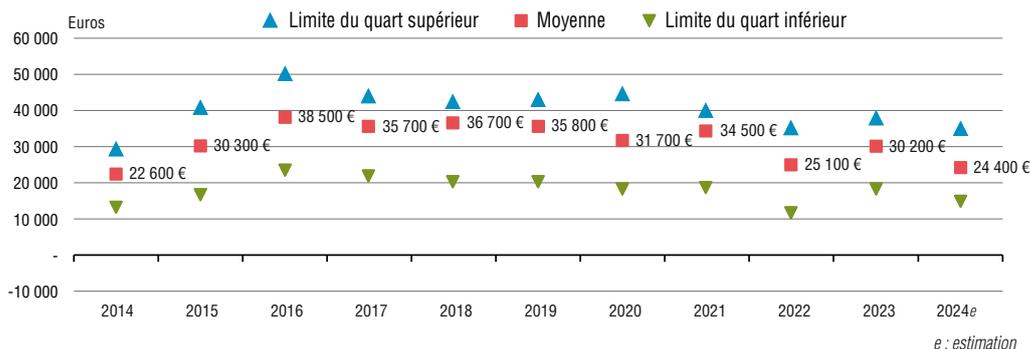
FIG. 14 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 15 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

À une exception près, les exploitations de ce groupe sont localisées dans le tiers Sud du pays, principalement dans le quart Sud-Est (pour 80% d'entre elles), mais aussi dans l'Est de l'Occitanie. La composante pastorale de leur système d'alimentation est très marquée, qu'il s'agisse de parcours individuels (300 ha en moyenne) ou collectifs (recours à l'estive pour les deux tiers du groupe).

Des races rustiques pour optimiser la valorisation des surfaces pastorales

Pour valoriser les parcours, ces systèmes utilisent majoritairement des races rustiques, peu prolifiques, le plus souvent sans mise à la reproduction des agnelles la première année. 40% des exploitations ne font qu'un agnelage par an. La productivité moyenne reste stable, à un niveau un peu en deçà du seuil de 1 agneau par brebis présente (0,94). La mortalité moyenne des agneaux est de 15%.

Le recours au salariat pour la garde du troupeau

La forte présence des formes sociétaires se traduit par une moyenne d'1,7 UMO exploitant, complétée par 0,4 UMO salariée, la plupart du temps liée à l'embauche de bergers dans le cadre du plan loup. Ces bergers assurent le gardiennage du troupeau hors alpage, sur des périodes de l'année plus ou moins longues, en fonction de la localisation géographique des exploitations et des durées de pâturage qui en découlent (en général deux périodes qui encadrent la période d'alpage : au printemps et à l'automne).

Des troupeaux de taille importante et maximisant le pâturage

L'effectif moyen est de 582 brebis, soit 280 brebis/UMO. Hors surfaces pastorales collectives, le chargement moyen est de 0,3 UGB/ha de Surface Fourragère Totale (SFT, avec parcours individuels mais hors parcours collectifs). La quantité de fourrages distribués par brebis est en moyenne de 236 kg MS/brebis, dont près de 10% achetés. La variabilité est toutefois conséquente : les exploitations dégagant les meilleurs revenus (quart supérieur) ne consomment que 170 kg/brebis. Un constat équivalent est fait pour le concentré distribué, dont 30% est prélevé. La quantité de concentrés distribuée est de 79 kg/brebis contre 53 kg/brebis pour le quart supérieur. Rapportée au kg de carcasse d'agneau produit, autour d'une moyenne de 5,3 kg cette consommation varie de plus du simple au double entre le quart supérieur (3,2 kg) et le quart inférieur (7,3 kg).

Un marché porteur pour les agneaux maigres ou légers

La part moyenne d'agneaux vendus maigres ou légers est de 30%, et même de 43% pour le quart supérieur (meilleurs revenus), contribuant ainsi à la moindre consommation de concentré de ces élevages. La baisse globale de la disponibilité en agneaux favorise la vente en maigre en tirant les prix à la hausse. Cette opportunité offerte par le marché permet également aux éleveurs d'optimiser leurs coûts de production.

L'année 2024 marquée par un épisode de FCO sérotype 8

L'épizootie de FCO sérotype 8 s'est notamment traduite par de la surmortalité des brebis, voire des agneaux, qui ferait plus qu'annuler l'effet de l'augmentation du prix de vente des agneaux. Consommant peu d'engrais et de concentrés, ces élevages ne voient pas baisser leurs charges opérationnelles. La diminution du résultat courant serait de 5 800 €/UMO exploitant (-19%) par rapport à 2023, portant celui-ci à une valeur moyenne de 24 400 €, valeur la plus faible des 10 dernières années.

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

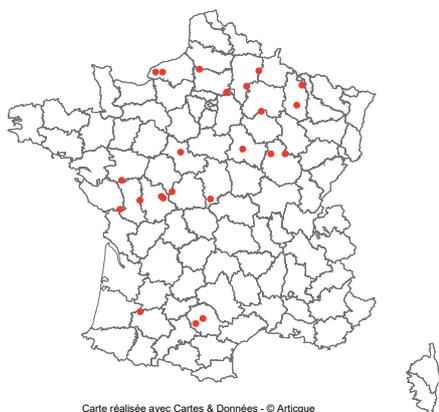
Nouvelle année délicate pour les cultures (17 600 €/UMO exploitant)



DONNÉES REPÈRES

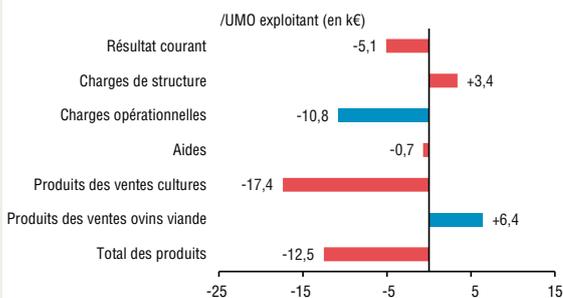
- 2,0 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 168 ha de SAU dont 54 ha de SFP et 111 ha de cultures
- 500 brebis allaitantes

FIG. 16 : LOCALISATION DES 30 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

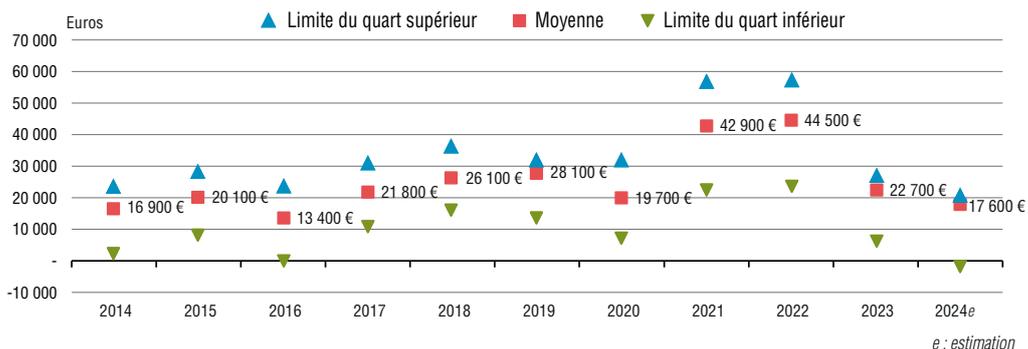
FIG. 17 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 18 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La complémentarité des ateliers ovins et grandes cultures repose sur des synergies techniques et économiques optimisant l'utilisation des ressources et améliorant la rentabilité de l'exploitation. L'atelier ovin permet de valoriser les coproduits des cultures ainsi que les surfaces additionnelles telles que les couverts végétaux. Si le chargement moyen est de 2 UGB/ha de SFP (13 brebis/ha), les systèmes présents dans le groupe sont très divers, allant de la bergerie quasiment intégrale à des conduites très herbagères.

L'élevage ovin, un facteur de stabilisation pour l'atelier grandes cultures

Si l'atelier grandes cultures a souvent sécurisé les résultats économiques de ces systèmes au cours des années passées, la tendance s'est inversée sur les deux dernières campagnes. Entre 2023 et 2024, l'atelier grandes cultures a de nouveau subi une baisse significative de son produit, chutant de 17 400 € par UMO exploitant, fragilisant la rentabilité de ces systèmes. Dans ce contexte, l'élevage ovin viande s'est révélé être un levier de résilience, avec une augmentation des produits des ventes ovines de 6 400 € par UMO exploitant.

Une bonne autonomie en concentré

L'association des ateliers ovins et grandes cultures permet d'obtenir une autonomie moyenne en concentré de 45%, un élément important dans ces systèmes où l'essentiel de la production se fait en bergerie. La quantité moyenne de concentré consommé par brebis atteint en effet 256 kg, soit un besoin de 10 kg de concentré pour produire un kilo de carcasse d'agneau.

La productivité des brebis incontournable dans ces systèmes

Ces systèmes fortement consommateurs d'intrants comptent logiquement parmi les plus productifs, avec une productivité numérique moyenne d'1,33 agneau produit par brebis, montant à 1,35 pour le quart supérieur (meilleurs revenus) contre 1,18 pour le quart inférieur. La perspective de prix élevés des agneaux pour les prochaines campagnes devrait permettre de limiter l'impact de la FCO sur les résultats économiques de l'atelier ovin.

Les grandes cultures traversent une nouvelle année difficile

La baisse importante des charges opérationnelles, de l'ordre de 11 000 €/UMO exploitant, a plus que compensé la hausse des charges de structure (+3 400 €/UMO exploitant) et la baisse des aides. Mais cette seconde campagne très défavorable aux grandes cultures (semis, prix, rendements) se traduit par un nouveau recul du revenu, de 5 000 €/UMO exploitant, à 17 600 €/UMO en moyenne.

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

Les deux ateliers animaux tirent le revenu (32 100 €/UMO exploitant)



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 190 ha de SAU dont 154 ha de SFP
- 375 brebis allaitantes et 69 vaches allaitantes

FIG. 19 : LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS

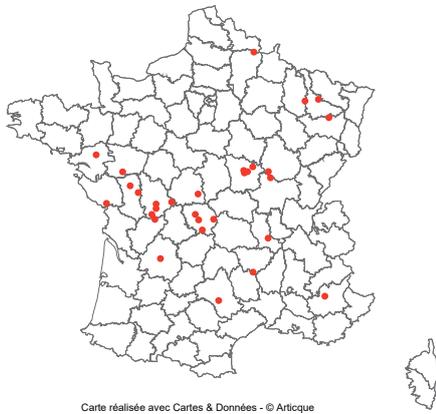
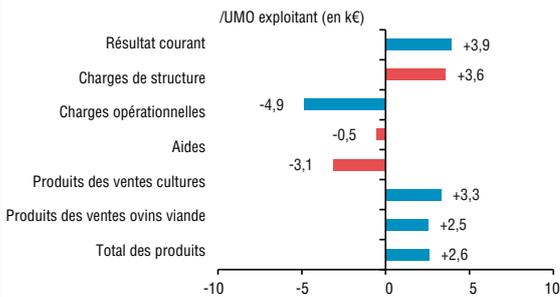


FIG. 20 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations associant ovins et bovins viande sont principalement situées dans le bassin allaitant du grand Massif central. Elles détiennent en moyenne 190 ha de SAU, dont 154 ha de SFP, avec un chargement moyen d'1,1 UGB/ha SFP. Le troupeau ovin viande ne représente en moyenne que 40% des UGB (60% pour le troupeau bovin viande). Les structures sociétaires sont prédominantes (plus de 80% d'EARL et de GAEC). Rapportée à l'UMO, la SAU est nettement supérieure à celle des spécialisés : 92 ha/UMO vs 54 ha et 71 ha pour les deux groupes spécialisés non pastoraux.

Une productivité numérique limitée de l'atelier ovin

La productivité moyenne des brebis est la même que celle des spécialisés des zones à potentiel limité (1,16 agneau par brebis), de même que la consommation de concentré (172 kg/brebis et 8,0 kg/kg produit vs 176 et 8,3). En revanche la consommation de fourrages distribués est nettement inférieure (231 kg vs 287), ce qui peut traduire la disponibilité des prairies « bovines » pour le pâturage hivernal des brebis.

Le produit en hausse sous l'impulsion des cours de la viande bovine et ovine

Au sein de cet échantillon, le produit bovin viande progresse en moyenne de 8% en 2024. En effet, l'offre limitée et une demande très active ont dopé les cours des broutards et des femelles maigres. Le produit ovin a également augmenté, de 5,5%, grâce à la hausse marquée du prix de l'agneau notamment pour les ventes estivales et automnales. Mais le produit total ne s'améliore que de 2 600 €/UMO exploitant, pénalisés par les mauvais résultats de l'atelier grandes cultures.

Les charges globalement en baisse

Les reculs des prix des aliments et des engrais contribuent à la baisse de 7% des charges opérationnelles en 2024. La pousse de l'herbe printanière a permis de constituer des stocks abondants mais d'une valeur alimentaire limitée, parfois compensée par de la distribution de céréales ou l'achat de tourteau, si la trésorerie le permettait. À l'opposé, les charges de structure progressent de 3%, dont des surcoûts de mécanisation dus aux conditions climatiques. Le revenu devrait atteindre en moyenne 32 100 €/UMO exploitant, soit la deuxième meilleure année en 10 ans.

Le contexte sanitaire continuera à peser en 2025

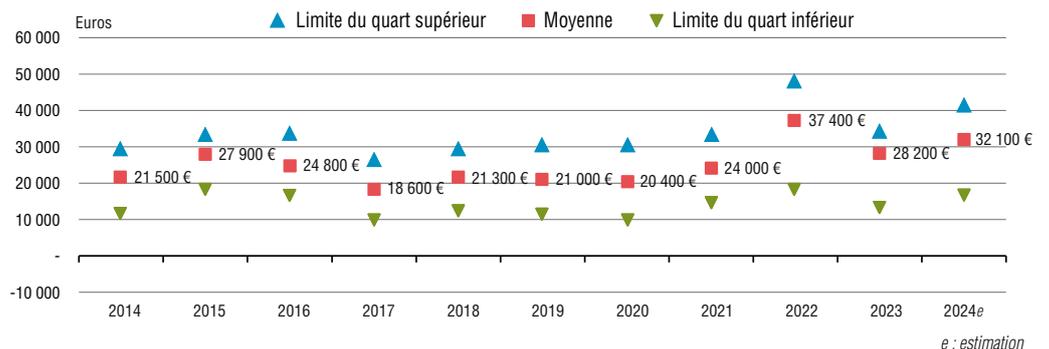
Les impacts sanitaires (FCO 3, FCO 8 et MHE), particulièrement importants dans le Grand Est et le Massif central, se sont traduits par de la surmortalité dans les élevages touchés. Ils ont entraîné des surcoûts vétérinaires estimés à 5 €/brebis pour les soins et la vaccination et à 40 € par broutard pour les protocoles d'export. Des répercussions sur les performances de reproduction et de productivité des troupeaux sont également à envisager sur 2025.

Un quart supérieur aux avantages structurels

En 2024, les élevages aux meilleurs revenus (quart supérieur) bénéficient de structures plus importantes (102 ha et 49 vaches par UMO vs 92 ha et 33 vaches en moyenne) et sont davantage orientés vers la production bovine (73% UGB vs 60%). Mais ils présentent également une meilleure productivité ovine (1,25 agneau/brebis vs 1,16 en moyenne).

FIG. 21 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE

L'évolution du prix du lait et des agneaux tire les revenus [27 500 €/UMO]



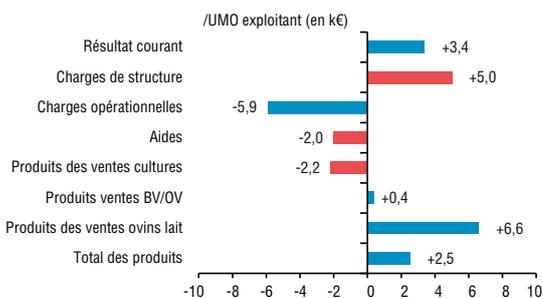
DONNÉES REPÈRES

- 2,4 UMO totales dont 2,0 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 74 ha de SFP
- 453 brebis présentes, 168 100 litres de lait
- 70% d'exploitations spécialisées

FIG. 22 : LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



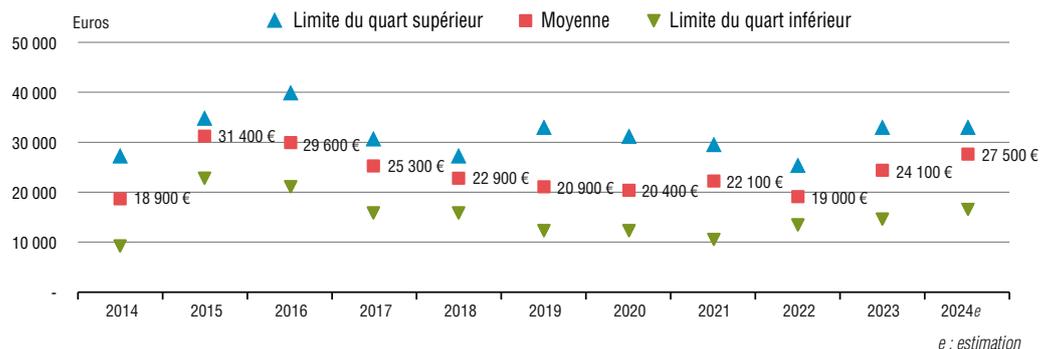
FIG. 23 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 24 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Localisées dans la partie sud du Massif central, ces exploitations produisent du lait qui pour 90% d'entre elles, est valorisé en AOP Roquefort. Autour de 168 000 litres, la production laitière moyenne des élevages suivis est supérieure de 30% à la moyenne enregistrée dans le bassin.

Malgré un contexte marqué par un prix des matières premières élevé et le manque de fourrage suite à la sécheresse exceptionnelle de l'été 2022, le résultat courant enregistré au cours de la campagne 2023 a progressé, atteignant 24 100 € en moyenne par UMO exploitant. Cela s'explique d'une part par une forte progression du prix du lait, mais également une production laitière en hausse plus marquée pour les éleveurs suivis que pour l'ensemble des éleveurs du bassin. La reconstitution des stocks de céréales permise par de meilleurs rendements, les aides calamités sécheresse 2022, ainsi que l'augmentation des aides liées à l'évolution des surfaces, ont également contribué à cette évolution.

Une légère diminution de la production laitière enregistrée en 2024

Le printemps et l'été 2023, particulièrement pluvieux, ont favorisé une récolte fourragère abondante mais de qualité médiocre, avec une proportion importante de fourrages enrubannés. Si cela a permis de réduire les achats de fourrages, particulièrement importants au cours de la campagne précédente, les éleveurs ont généralement dû augmenter les apports en concentrés pour améliorer la qualité de la ration de base. Par ailleurs, un épisode caniculaire en août, l'arrivée de la FCO en septembre et des problèmes de parasitisme permettent d'expliquer une baisse de 2% de la production laitière par exploitation au cours de la campagne 2024.

Après 3 années de hausse, le prix des matières premières évolue enfin à la baisse

Après avoir atteint un sommet lors de la campagne 2023, l'IPAMPA lait de brebis amorce un repli en 2024 (-4,2%), même s'il reste à un niveau élevé. Ce recul concerne tout particulièrement le prix des aliments achetés (-11%), des engrais et amendements (-32%) et des carburants (-8%). Toutefois, certains postes continuent leur progression, à l'image de l'électricité (+18%) ou de l'entretien du matériel (+6%). Au global, le total des charges par UMO exploitant diminue légèrement (-900 €/UMO, soit -0,5%).

Dans le même temps, le prix du lait poursuit sa progression (+4,6%), portant à +25% son évolution depuis la campagne 2020. Par ailleurs, la valorisation des agneaux (+21%) et des réformes (+8%) contribue à l'augmentation du produit des ventes de l'atelier ovin lait (+6 600 €/UMO exploitant, soit +5%). Malgré la baisse des rendements céréaliers et la diminution des aides liées à la fin du dispositif calamité sécheresse, le total des produits devrait progresser de 2 500 €/UMO exploitant (+1,3%). À 27 500 €/UMO exploitant, le résultat courant enregistrerait une hausse de 14%, retrouvant un niveau comparable à celui des campagnes de 2016 et 2017.

Comme les années précédentes, les écarts restent importants entre élevages. Les exploitations les plus performantes (plus de 33 000 €/UMO) se distinguent le plus souvent par une meilleure productivité du troupeau (autour de 385 litres/brebis) associée à une bonne maîtrise des charges. Leur résultat courant représente 24% du produit d'exploitation, soit 10 points de mieux que la moyenne des élevages suivis.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Revenu en hausse, mais toujours en deçà du niveau pré-COVID [13 800 €/UMO]



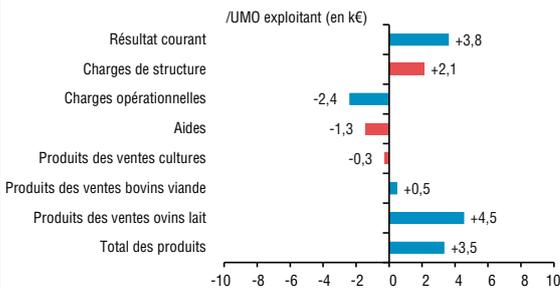
DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 44 ha de SAU dont 42 ha de SFP
- 392 brebis présentes, 70 400 litres de lait
- 75% d'exploitations mixtes (19 VA dans ce cas)

FIG. 25 : LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



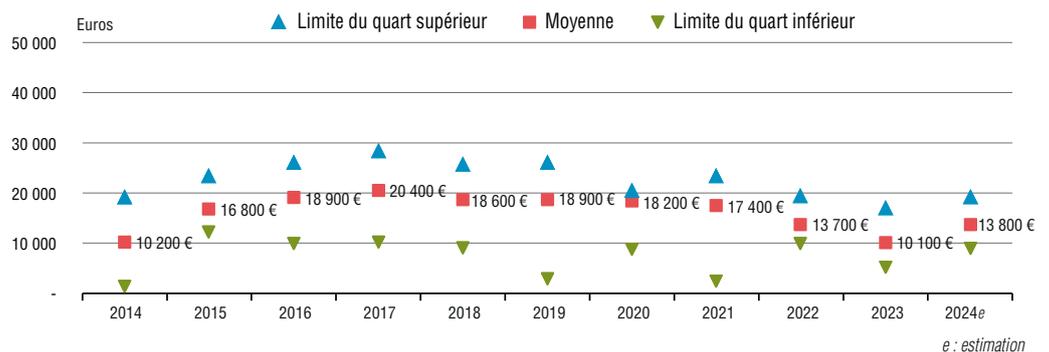
FIG. 26 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 27 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs suivis sont souvent engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Autour de 70 000 litres, le volume moyen de lait livré se situe 35% au-dessus de la moyenne départementale.

La campagne laitière 2023 a été marquée par un déficit fourrager important, conséquence d'un été 2022 particulièrement sec, dans un contexte de prix des matières premières toujours élevé. Cette situation a contribué au recul de la production laitière des élevages suivis, autour de -4% en moyenne sur la campagne 2023. Malgré une forte hausse du prix du lait et le soutien des aides sécheresse, les éleveurs ont enregistré une baisse de leur résultat courant, à 11 800 € par UMO exploitant en moyenne.

2024, une campagne marquée par des aléas climatiques et sanitaires

Tout comme en Occitanie, le printemps et l'été 2023 ont connu des précipitations abondantes, compliquant la récolte des fourrages, et entraînant un recours important à l'enrubannage. Si cela a permis de reconstituer les stocks, la qualité des fourrages n'a généralement pas été au rendez-vous. L'automne 2023 a ensuite vu l'émergence dans le bassin de la maladie hémorragique épizootique (MHE), touchant la production bovine souvent présente dans les exploitations. Cette maladie a entraîné des pertes dans les élevages, ainsi qu'un blocage des ventes de brouillards. La production ovine a également été affectée, avec une mortalité accrue et une baisse de la fertilité des brebis dans certains troupeaux. À cela s'est ajoutée la nécessité de vacciner contre la MHE, mais également contre la FCO, générant des charges supplémentaires.

Le résultat courant reste à un niveau très faible malgré une légère hausse

Pour la campagne 2024, la diminution des quantités de fourrages achetés et la baisse du prix des aliments permettent de réduire significativement le poste aliments achetés. Mais cette réduction devrait être partiellement compensée par une hausse des frais vétérinaires et des frais d'élevage liés à la MHE et à la FCO. Au final, les charges opérationnelles diminuent de 4,9%, tandis que les charges de structure continuent d'augmenter (+3,2%), sous l'effet des coûts de mécanisation, d'électricité, des assurances et des frais financiers. Globalement, le total des charges diminue très légèrement : -260 €/UMO exploitant, soit -0,2%.

Le prix du lait progresse de 6,5% par rapport à 2023, soit une hausse de près de 28% depuis 2020. En revanche, en dépit d'un contexte favorable à la production de viande ovine, le prix des agneaux de lait progresse peu. Cela s'explique par le caractère très spécifique du marché des agneaux de lait, très saisonnier et lié au marché espagnol. Malgré la réduction des aides – suppression des aides sécheresse, partiellement compensée par le fonds d'urgence MHE pour les élevages mixtes – les produits devraient progresser de 3 500 €/UMO exploitant (+2,8%). À 13 800 €/UMO exploitant, le résultat courant devrait augmenter de 37%, retrouvant à peine le niveau 2022.

Comme les années précédentes, les éleveurs obtenant les meilleurs revenus (plus de 17 300 €/UMO exploitant) se distinguent par leur maîtrise des charges. Pour ces exploitations du quartile supérieur, les charges opérationnelles et de structure représentent respectivement 30% et 42% du produit, soit 8 et 10 points de moins que la moyenne générale.

7

PERSPECTIVES 2025

Repli de l'offre mondiale de viande ovine en 2025,

Les intempéries et maladies qui ont touché l'Europe en 2024 ont parfois participé à réduire des cheptels ovins déjà en baisse, ce qui pourrait impacter la production européenne en 2025 et potentiellement maintenir des prix record. Du côté des flux de viande ovine vers le marché communautaire en 2025, le Royaume-Uni et l'Australie devraient voir leurs exportations progresser tandis que la Nouvelle-Zélande verrait les siennes reculer du fait de sa baisse de production. L'offre mondiale va se resserrer en 2025 tandis que l'évolution de la demande dépendra notamment des besoins de la Chine et de la vitesse à laquelle certains pays du Moyen-Orient vont recapitaliser leurs cheptels.



FRANCE

TAB. 1 : BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE

1 000 téc	2022	2023	2024	2025p	2025p/24
Abattages contrôlés	79	73	68	61	-11%
Importations	84	86	85	83	-2%
Exportations	8	8	8	8	-2%
Consommation	155	150	145	136	-6%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

La FCO impacte la production française de viande ovine en 2025

Après plusieurs années déjà marquées par de faibles disponibilités en ovins, 2024 et 2025 ne font pas exception. Les **FCO-3** et **8** ont surgi ou ressurgi en France et font monter en flèche la mortalité des brebis dans les zones touchées. La FCO a aussi un impact indirect sur la reproduction qui pourrait également pénaliser la production d'agneaux en 2025. Avec le redoux des températures

au printemps 2025, le moucheron vecteur de la FCO reprend de l'activité. La FCO-1 présente en Espagne inquiète les éleveurs français qui sont appelés à vacciner dans les départements limitrophes.

Au vu de la **surmortalité** dans certaines régions de France, le **cheptel** reproducteur ovin français aurait subi un nouveau recul fin 2024. Début 2025, le repli des **abattages** s'est accentué, atteignant -8% en volume sur les deux premiers mois de l'année (contre -4% sur la même période, l'an passé). Sur l'ensemble de l'année 2025, la baisse des volumes abattus pourrait atteindre 11% même en misant sur une éventuelle reprise des importations d'ovins vifs espagnols, la baisse des sorties des élevages français étant trop importante. Le constat est le même chez tous les abatteurs au 1er trimestre 2025 comme c'était déjà le cas en 2024 : on manque d'agneaux ! Idem pour les brebis, qui viennent aussi à manquer dans les abattoirs français depuis le 2nd semestre 2024, en lien avec la FCO.

Les **importations** françaises **de viande ovine** devraient continuer leur baisse en 2025, de 2%/2024. Parmi les principaux pays **fournisseurs**, le Royaume-Uni devrait a priori très légèrement augmenter ses expéditions de viande ovine vers la France ou éventuellement les maintenir ; en revanche, les exportations irlandaises, espagnoles et néozélandaises devraient baisser faute d'offre.

Face à ce nouveau recul des abattages et des importations, le **disponible en viande ovine** (ou consommation par bilan) devrait de nouveau se **replier** sur le marché français, de 6%/2024. Dans ce contexte, la cotation entrée abattoir devrait de nouveau atteindre des niveaux historiques : sur les 13 premières semaines de 2025, elle s'élevait en moyenne à 10,14 €/kg, soit + 1,30 €/kg comparé à 2024.

UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI

TAB. 2 : PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE

ROYAUME-UNI (1 000 téc)	2023	2024	2025p	2025p/2024
Abattages	286	266	271	+2%
Importations de viande ovine	53	76	66	-13%
Exportations de viande ovine	85	80	81	+1%
Consommation par bilan	254	262	256	-2%
IRLANDE (1 000 téc)	2023	2024	2025p	2025p/2024
Abattages	70	63	59	-7%
Importations de viande ovine	5	3	3	+1%
Exportations de viande ovine	57	50	49	-2%
Consommation par bilan	18	16	13	-21%
ESPAGNE (1 000 téc)	2023	2024	2025p	2025p/2024
Abattages	105	98	84	-15%
Importations de viande ovine	6	10	10	=
Exportations de viande ovine	42	43	41	-5%
Consommation par bilan	69	65	53	-19%
UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 téc)	2023	2024	2025p	2025p/2024
Abattages	522	494	454	-8%
Importations de viande ovine	146	149	149	=
Exportations de viande ovine	35	31	30	-3%
Consommation par bilan	632	612	573	-6%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et AHDB

La production et les exportations européennes devraient de nouveau reculer en 2025

Fin 2024, selon nos estimations et les premières données publiées sur Eurostat, le **cheptel** reproducteur de l'UE à 27 reculait pour la 5^{ème} année consécutive, de **3%** /2023, atteignant 43,6 M de têtes.

La Commission européenne prévoit un nouveau recul de la **production de viande ovine**, de **8%** /2024. Selon nos estimations, les **importations** de viande ovine pourraient se maintenir tandis que le tassement de la production et les prix élevés devraient de nouveau freiner les **exportations** en 2025 (-3% /2024).

L'**Irlande**, avec un cheptel en recul fin 2024, devrait voir sa production baisser de nouveau en 2025, de **7%** /2024 selon Eurostat. Sur le 1^{er} trimestre 2025, l'IFA (Irish Farmer Association) confirme cette tendance à la baisse. La demande à l'export restera ferme mais les envois irlandais devraient encore reculer.

En **Espagne**, le léger regain du cheptel fin 2024 pourrait conduire à une hausse la production de viande ovine (+3% /2024) et des envois de viande comme de vifs. L'Algérie pourrait se tourner vers l'Espagne (au lieu des pays d'Europe de l'Est, en mauvaise posture sanitaire) pour importer des reproducteurs dans un futur proche.

Selon AHDB, la production ovine au **Royaume-Uni** devait progresser de **2%** /2024. Les **exportations** devraient légèrement augmenter (+1%), en lien avec une demande dynamique sur le marché communautaire et les importations diminuer (-13%), en raison de la hausse de l'offre intérieure, en restant historiquement élevées.

Océanie

TAB. 3 : EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2022-23	2023-2024	2024-2025p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	384	394	367	-7%
AUSTRALIE (1 000 téc)	2023	2024	2025p	Variation
Exportations de viande ovine	603	689	705	+2%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après NZ Statistics, Beef + Lamb New Zealand et Meat & Livestock Australia

relativement importante. En effet, les éleveurs des zones touchées par la sécheresse en 2024 reconstituent leurs troupeaux. Malgré cela, **on ne s'attend pas à une hausse du cheptel ovin car de nombreux éleveurs ovins passent à la production bovine et que la sylviculture poursuit son expansion**. En **avril 2025** doivent débiter des négociations pour un **accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Inde** ; la filière ovine néozélandaise a salué cette avancée.

En **Australie**, après quatre années de croissance, le **cheptel** ovin devrait diminuer de 8% pour atteindre 73,2 M de têtes en 2025, suite à des abattages de réformes dynamiques notamment en 2024. Au cours de la phase de reconstruction de 2020 à 2023, l'accent mis par les éleveurs sur la productivité et la génétique a conduit à des records de production et d'exportations. L'offre globale d'agneaux pour 2025 devrait diminuer légèrement par rapport aux niveaux de 2024 et celle de réformes devrait baisser davantage : au final, *Meat and Livestock Australia* prévoit un recul de 5% de la **production** ovine, à 880 000 téc. **L'envoi probable de centaines de milliers d'ovins vivants vers le Maroc** dans les deux années à venir pourrait freiner davantage les abattages australiens. Les **exportations** australiennes sont alors prévues en hausse de **2%** /2024, à 705 000 téc. **Les négociations de l'accord UE-Australie** reviennent vite sur la table en avril 2025, dans le contexte de guerre commerciale avec les USA.

Les changements structurels propres à l'agriculture néozélandaise continuent de pénaliser la production ovine, laissant toute la place à l'Australie, qui confortera une année de plus son leadership.

En **Nouvelle-Zélande**, le **cheptel** ovin a reculé de 3% /2023, à 23,6 M de têtes en juin 2024, d'après *Beef and Lamb New Zealand*. Le nombre d'agneaux produits pour l'export devrait diminuer de 7% sur la campagne se terminant en septembre 2025. Cette baisse est due à une production d'agneaux plus faible et à une rétention de brebis

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2024
Perspectives 2025

N° 559
Mai 2025

Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :
www.idele.fr



Dossier - Bovins lait et viande - Inde
n°553 - Novembre 2024



Dossier viande de veau - Où va le veau ?
n°554 - Décembre 2024



Dossier viande de bœuf - Où va le bœuf ?
n°555 - Février 2025



Dossier annuel - Bovins viande - Année 2024 Perspective 2025
n°556 - Janvier 2025



Dossier annuel - Bovins lait - Année 2024 Perspective 2025
n°557 - Mars 2025



Dossier annuel - Caprins - Année 2024 Perspective 2025
n°558 - Avril 2025

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Mélanie Colombel - Corinne Maigret (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : 1^{ère} de couverture ©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - P2©IA Canva - © pexels-rachel-claire-5490712 - ©Mélanie Colombel/Institut de l'Élevage - P3©IA Canva - ©Freepik - ©P1030833 Leila LE CARO - P4©Jean-Marc Arranz GISid64 - P8©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - ©Anne Aupiais/Institut de l'Élevage - P21©bublikhaus Freepik - P22©DR/Institut de l'Élevage - P27©Wirestock Freepik - P38©DR/Institut de l'Élevage

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0025501007

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE